



# FISAC

## Rapport d'activité

### 1992-2010

dgcis

direction générale de la compétitivité  
de l'industrie et des services

## Rapport d'activité FISAC 1992-2010

### SOMMAIRE

	Pages
Eléments de synthèse	3
Présentation des différentes aides du Fisac	8
- Opérations urbaines	9
- Opérations urbaines dans les zones urbaines sensibles et dans les zones franches urbaines	10
- Opérations collectives de modernisation en milieu rural	11
- Opérations d'aménagement dans les communes rurales	12
- Opérations rurales individuelles	13
Présentation des moyens mis en œuvre par le Fisac	14
Eléments complémentaires d'information sur les opérations nationales et territoriales	22
Part des cofinanceurs (opérations territoriales)	23
Part des cofinanceurs par type d'opérations territoriales	24
L'évaluation des aides accordées par le Fisac	26
Actions de développement économique des chambres de métiers et de l'artisanat	28
EPARECA	29
Circonstances exceptionnelles	30
Méthodologie	31

#### Pour l'année 2010

<b>➤ <u>National</u></b>	
Répartition des subventions par type d'opération.....	33
<b>➤ <u>Région</u></b>	
Répartition des subventions par région, tous types d'opération.....	37
- classement alphabétique.....	38
- classement par montant de subvention.....	39
- classement en fonction du montant de subvention par habitant.....	41
<b>➤ <u>Département</u></b>	
Répartition des subventions par département, tous types d'opération.....	43
- classement alphabétique.....	44
- classement par montant de subvention.....	47
- classement en fonction du montant de subvention par habitant.....	52

#### Pour la période 1992-2010

<b>➤ <u>National</u></b>	
Répartition des subventions par type d'opération.....	58
<b>➤ <u>Région</u></b>	
Répartition des subventions par région, tous types d'opération.....	62
- classement alphabétique.....	63
- classement par montant de subvention.....	64
- classement en fonction du montant de subvention par habitant.....	66
<b>➤ <u>Département</u></b>	
Répartition des subventions par département, tous types d'opération.....	68
- classement alphabétique.....	69
- classement par montant de subvention.....	73
- classement en fonction du montant de subvention par habitant.....	79

## RAPPORT D'ACTIVITE DU FISAC

Période 1992 – 2010

### 1. ELEMENTS DE SYNTHESE

➤ Créé par la loi n° 89-1008 du 31 décembre 1989 relative au développement des entreprises commerciales et artisanales et à l'amélioration de leur environnement économique, juridique et social, le Fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce (FISAC) avait pour vocation de répondre aux menaces pesant sur l'existence des services artisanaux et commerciaux de proximité dans des zones rurales ou urbaines fragilisées par les évolutions économiques et sociales.

La fragilité de l'existence des services commerciaux et artisanaux de proximité est liée notamment, selon les zones concernées, à la désertification de certains espaces ruraux, au développement de la grande distribution, en particulier à la périphérie des villes, à l'insécurité qui peut prévaloir dans les zones urbaines sensibles.

L'action du FISAC s'est traduite par le versement de subventions aux collectivités locales et aux entreprises (le plus souvent en milieu rural, seulement en faveur d'entreprises économiquement viables et à condition de ne pas induire de distorsion de concurrence). Le FISAC a en outre financé des actions de fonctionnement (animation commerciale, communication, recrutement d'animateurs de centre-ville) ou d'investissement (halles et marchés, équipements professionnels, stationnement...).

**Jusqu'en 2002, ce dispositif était fondé sur la solidarité financière entre les petites entreprises commerciales et artisanales et la grande distribution** (surfaces de vente supérieures à 400 m<sup>2</sup>), au moyen d'un prélèvement sur cette dernière, la taxe d'aide au commerce et à l'artisanat (TACA), qui contribuait au maintien de l'existence des premières, grâce à un transfert des ressources dégagées au bénéfice de projets portés, généralement, par les collectivités locales.

➤ **Depuis la loi de finances pour 2003**, le produit de cette taxe est affecté au budget général de l'Etat et **des dotations relatives au FISAC sont désormais déléguées à l'ORGANIC** (devenu RSI depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2006) **à partir du budget de l'Etat**

Dénommé depuis 2003 Fonds d'intervention pour les services, l'artisanat et le commerce, le FISAC a vu en 2008 ses conditions d'intervention modifiées par les textes suivants :

- l'article L.750-1-1 du code de commerce introduit par l'article 100 de la loi n°2008 - 776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie ;
- le décret n° 2008 - 1470 du 30 décembre 2008 pris pour l'application de l'article L.750-1-1 du code de commerce ;
- le décret n° 2008 - 1475 du 30 décembre 2008 pris pour l'application de certaines dispositions de l'article L.750 1-1 du code de commerce ;
- l'arrêté du 30 décembre 2008 modifié pris pour l'application du décret susvisé du 30 décembre 2008 pris pour l'application de certaines dispositions de l'article L.750-1-1 du code de commerce ;
- la circulaire du 22 juin 2009.

L'article 100 de loi de modernisation de l'économie du 4 août 2008 donne une base législative au FISAC et confirme ainsi l'importance de ce fonds pour la création, le maintien et la modernisation du commerce, de l'artisanat et des services de proximité.

Pour accompagner la mise en œuvre de la réforme de l'urbanisme commercial, le Gouvernement a souhaité, en effet, renforcer l'action du FISAC en orientant de manière prioritaire ses interventions en milieu rural, dans les zones de montagne, dans les halles et marchés ainsi que dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville. En outre, la possibilité de mobiliser le FISAC dans le cas de circonstances exceptionnelles susceptibles de provoquer une atteinte grave au tissu commercial est explicitement mentionnée conformément aux recommandations que la Cour des comptes avait formulées en 2005 dans son rapport sur ce Fonds.

L'article 100 maintient la gestion comptable déléguée à la Caisse nationale du Régime social des indépendants (RSI), qui a été instaurée par la loi susvisée du 31 décembre 1989 et qui assure la souplesse de gestion du FISAC (coûts de gestion modérés et délais de paiement pouvant, en cas d'urgence, être limités à quelques jours, possibilité de gérer des opérations à caractère pluriannuel).

Le dispositif rénové du FISAC est plus particulièrement ciblé, d'une part, sur les territoires mentionnés ci-dessus, et, d'autre part, sur les aides aux entreprises dont les montants sont majorés.

Pour la mise en œuvre des dispositions de l'article 100 de la loi susvisée du 4 août 2008, ont été préparés un décret en conseil d'Etat, un décret simple, un arrêté et une circulaire d'application.

Le décret en Conseil d'Etat porte application partielle de l'article L. 750-1-1 du code de commerce introduit par l'article 100 de la loi susvisée du 4 août 2008.

Il précise les conditions dans lesquelles le FISAC peut prendre en charge les dépenses afférentes aux intérêts d'emprunts contractés par les communes pour l'acquisition, en application de l'article L. 214-1 du code de l'urbanisme, de fonds artisanaux, de fonds de commerce, de baux commerciaux ou de terrains destinés à l'aménagement commercial qui ont fait l'objet de l'exercice d'un droit de préemption.

Ces dépenses peuvent être financées au taux de 50 %.

Lorsque le droit de préemption est exercé dans les zones urbaines sensibles et dans les zones franches urbaines, le taux de financement est porté à 80 %.

Les autres modalités d'intervention du FISAC sont fixées par un décret simple et son arrêté d'application. Les nouvelles dispositions que comportent ces textes sont notamment les suivantes :

- Les commerçants non sédentaires deviennent éligibles aux aides du FISAC ;
- Le plafond de chiffre d'affaires annuel hors taxes des entreprises éligibles à ce fonds est porté à 1 million d'euros (800 000 euros précédemment) ;
- Le champ des opérations individuelles en zone rurale est élargi, le seuil de population des communes éligibles à ce type d'intervention étant porté à de 2000 à 3 000 habitants ;
- Le taux maximum de financement est porté à 30 % dans le cadre des opérations collectives en ce qui concerne les opérations d'investissement ;
- Les aides directes aux entreprises sont majorées au moyen d'un relèvement, d'une part, de leurs dépenses d'investissement subventionnables qui passent à 50 000 euros à 75 000 euros hors taxes et, d'autre part, du taux de financement qui est porté à 30 % ou à 40 % selon les aménagements projetés ;
- Le délai de carence entre deux opérations ayant le même objet ramené de cinq à deux ans pour les maîtres d'ouvrage publics et pour les entreprises. Dans le premier cas, ce délai peut être réduit ou supprimé dans le cas où des aides autres que celles du FISAC, apportées au maître d'ouvrage pour la même opération, pourraient être perdues en cas d'interruption de l'opération. Dans le second cas, cette disposition n'est pas opposable en cas de circonstances exceptionnelles susceptibles de provoquer une atteinte grave au tissu commercial.

Les textes réglementaires qui sont parus au Journal officiel du 31 décembre 2008 sont complétés par l'arrêté du 15 mai 2009, qui met en place un dispositif harmonisé d'aides directes aux entreprises applicable aussi bien dans les opérations urbaines que dans les opérations collectives de modernisation en milieu rural, et par la circulaire d'application du 22 juin 2009 qui finalise la réforme du FISAC.

## **LE FISAC dans les DOM**

La circulaire du 29 janvier 2010, signée par le secrétaire d'Etat chargé du commerce et de l'artisanat et par la ministre chargée de l'outre-mer, met en place une procédure administrative déconcentrée applicable au FISAC dans les départements d'outre-mer. Elle fixe les modalités d'attribution, de versement et de vérification du bon usage des aides accordées au titre de ce Fonds, les procédures étant désormais déconcentrées à l'échelon de chaque département d'outre-mer.

En outre, un décret et un arrêté datés du 26 avril 2010 visent à assouplir les conditions d'intervention du FISAC dans les départements concernés.

Le décret dispose que pour le financement des aides individuelles aux entreprises dans le cadre des opérations collectives (opérations urbaines et opérations collectives de modernisation en milieu rural), les fonds structurels européens peuvent se substituer au financement des collectivités territoriales qui, dans le droit commun, doivent financer ce dispositif à parité avec l'Etat. Cette modification ne remet pas en cause la règle de la parité.

En ce qui concerne l'arrêté, il dispose que dans les départements d'outre-mer, les hameaux et les bourgs ruraux qui sont rattachés administrativement à une commune dont la population est supérieure à 3 000 habitants peuvent également faire l'objet d'une opération individuelle si la population de ces hameaux ou bourgs n'excède pas le seuil de 3 000 habitants.

La circulaire d'application du 28 juillet 2010 finalise cette réforme.

## **Le FISAC dans les zones de revitalisation rurale (ZRR)**

Le Comité interministériel d'aménagement du territoire, réuni le 11 mai 2010 dans le prolongement des Assises des territoires ruraux qui se sont tenues au mois de février, a décidé que les projets de maintien de commerces en zone rurale seront accompagnés plus fortement par une intervention renforcée du FISAC dans les zones de revitalisation rurale (ZRR) grâce à une majoration du taux d'intervention qui sera porté à 40 % en investissement. Cette mesure nécessitant une modification du décret n° 2008-1475 du 30 décembre 2008 régissant le FISAC, un projet de texte a été soumis à la signature des Ministres concernés.

## **Déconcentration au niveau régional de l'instruction et de la gestion administrative des dossiers FISAC**

Le Comité de Modernisation des Politiques publiques a décidé en 2008 de confier l'instruction locale des dossiers FISAC au niveau régional.

Les compétences locales définies dans la circulaire du 22 juin 2009 relative au FISAC ont été exercées conjointement par les préfets de département et par les Directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE) jusqu'au 31 décembre 2010. A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011, l'instruction locale des demandes d'aides et la gestion administrative des dossiers doivent être réalisées au niveau régional par les seules DIRECCTE.

La circulaire du 30 décembre 2010 précise la nouvelle procédure administrative pour l'instruction des demandes de subvention présentées au titre de ce fonds ainsi que les règles de gestion administrative et financière des opérations déjà subventionnées.

**PRESENTATION  
DES DIFFERENTES  
AIDES DU FISAC**

## OPERATIONS URBAINES

ANCIEN DISPOSITIF	NOUVEAU DISPOSITIF (réforme 2008)
<b>Aides aux collectivités publiques : communes de + de 2 000 habitants</b>	<b>Aides aux collectivités publiques : communes de + de 3 000 habitants</b>
<p><b><u>Dépenses éligibles</u></b></p> <p><b>Fonctionnement</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>◆ Etudes</li> <li>◆ Recrutement d'un animateur (forfait de 15 000 €)</li> <li>◆ Opérations collectives de communication et de promotion</li> <li>◆ Opérations collectives d'animation</li> </ul> <p><b><u>INVESTISSEMENT</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>◆ Achat de locaux d'activité (hors fonds commerciaux)</li> <li>◆ Signalétique</li> <li>◆ Equipements facilitant l'accès aux espaces commerciaux</li> <li>◆ Halles ; marchés couverts et de plein air</li> <li>◆ Investissements de restructuration des centres commerciaux de proximité (hors ceux effectués par l'EPARECA)</li> </ul> <p><b>Taux maxima</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>◆ 50 % en fonctionnement (subvention plafonnée à 400 000 €)</li> <li>◆ 20 % en investissement jusqu'à un plafond de dépenses subventionnables de 800 000 € et 10 % au-delà (subvention plafonnée à 400 000 €)</li> </ul> <p><b>Conditions</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>◆ L'opération doit être précédée d'une étude de faisabilité</li> <li>◆ L'aide financière maximale qui peut être accordée pour une opération comportant 3 tranches ne peut excéder 2 M€</li> <li>◆ Le délai de carence doit être de 5 ans entre deux opérations ayant le même objet</li> </ul>	<p><b><u>Dépenses éligibles</u></b></p> <p><b>Fonctionnement</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Etudes ;</li> <li>- Recrutement d'un animateur (forfait de 15 000 €) ;</li> <li>- Opérations collectives de communication, de promotion et d'animation</li> <li>- <u>Prise en charge des intérêts d'emprunts contractés par les communes pour l'acquisition de fonds de commerce ;</u></li> <li>- <u>Réalisation d'actions collectives en raison de l'exécution de travaux publics</u></li> </ul> <p><b><u>INVESTISSEMENT</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>◆ Achat de locaux d'activité (hors fonds commerciaux)</li> <li>◆ Signalétique</li> <li>◆ Halles ; marchés couverts et de plein air</li> <li>◆ Investissements de restructuration des centres commerciaux de proximité (hors ceux effectués par l'EPARECA)</li> <li>◆ Equipements facilitant l'accès aux espaces commerciaux + stationnement de proximité</li> </ul> <p><b>Taux maxima</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>◆ 50 % en fonctionnement (subvention plafonnée à 400 000 €)</li> <li>◆ 30 % en investissement*</li> </ul> <p><b>Conditions</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>◆ L'opération doit être précédée d'une étude de faisabilité</li> <li>◆ L'aide financière maximale qui peut être accordée pour une opération comportant 3 tranches ne peut excéder 2 M€</li> <li>◆ Le délai de carence est, sauf exception, de <u>2 ans</u> entre deux opérations ayant le même objet</li> </ul>
<p><b><u>AIDES DIRECTES AUX ENTREPRISES</u></b></p> <p><b><u>DEPENSES D'INVESTISSEMENT ELIGIBLES</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>◆ Rénovation de vitrines</li> <li>◆ Equipements destinés à assurer la sécurité des entreprises</li> <li>◆ Aménagements destinés à faciliter l'accessibilité de ces entreprises aux personnes handicapées et aux personnes à mobilité réduite</li> </ul> <p><b>TAUX MAXIMUM</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>◆ 20 %</li> </ul> <p><b>conditions</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>◆ La participation financière de la collectivité concernée doit être égale à celle du FISAC</li> <li>◆ Le chiffre d'affaires annuel hors taxes de l'entreprise doit être inférieur à 800 000 €</li> <li>◆ L'aide du FISAC est plafonnée à 10 000 € par entreprise</li> </ul>	<p><b><u>AIDES DIRECTES AUX ENTREPRISES</u></b></p> <p><b><u>DEPENSES D'INVESTISSEMENT ELIGIBLES</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>◆ Rénovation de vitrines</li> <li>◆ Equipements destinés à assurer la sécurité des entreprises</li> <li>◆ Aménagements destinés à faciliter l'accessibilité de ces entreprises aux personnes handicapées et aux personnes à mobilité réduite</li> <li>◆ <u>Dépenses d'investissement relatives à la modernisation des locaux d'activité</u></li> </ul> <p><b>TAUX MAXIMA</b></p> <p><u>30 %</u> (investissements matériels et <u>40%</u> (sécurisation et aménagements pour les handicapés)*)</p> <p><b>CONDITIONS</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>◆ La participation financière de la collectivité concernée doit être égale à celle du FISAC</li> <li>◆ Le chiffre d'affaires annuel hors taxes de l'entreprise doit être inférieur <u>à 1 M€</u></li> <li>◆ Le montant de la dépense subventionnable est plafonnée <u>à 75 000 €</u> et l'aide du FISAC ne peut excéder <u>à 30 000 €</u> par entreprise</li> </ul>

\* Le montant de l'aide ne peut excéder 30% ou 40% des dépenses subventionnables selon la nature des investissements projetés jusqu'à un plafond de dépenses subventionnables de 800 000 € hors taxes . Au-delà de ce seuil, le taux maximum d'intervention est fixé à 10%, avec un montant de subvention plafonné à 400 000 €

## OPERATIONS URBAINES DANS LES ZONES URBAINES SENSIBLES ET DANS LES ZONES FRANCHES URBAINES

ANCIEN DISPOSITIF	NOUVEAU DISPOSITIF (réforme 2008)
<i>Aides aux collectivités publiques : Communes de + de 2 000 habitants</i>	<i>Aides aux collectivités publiques : Communes de + de 3 000 habitants</i>
<p><b><u>Dépenses éligibles</u></b></p> <p><b>Fonctionnement</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>◆ Etudes</li> <li>◆ Recrutement d'un animateur (forfait de 15 000 €)</li> <li>◆ Opérations collectives de communication et de promotion</li> <li>◆ Opérations collectives d'animation</li> </ul> <p><b><u>INVESTISSEMENT</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>◆ Achat de locaux d'activité (hors fonds commerciaux)</li> <li>◆ Signalétique</li> <li>◆ Equipements facilitant l'accès aux espaces commerciaux</li> <li>◆ Halles ; marchés couverts et de plein air</li> <li>◆ Investissements de restructuration des centres commerciaux de proximité (hors ceux effectués par l'EPARECA)</li> </ul> <p><b>Taux maxima</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>◆ 80 % en fonctionnement (subvention plafonnée à 400 000 €)</li> <li>◆ 40 % en investissement jusqu'à un plafond de dépenses subventionnables de 800 000 € et 10 % au-delà (subvention plafonnée à 400 000 €)</li> </ul> <p><b>CONDITIONS</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>◆ L'opération doit être précédée d'une étude de faisabilité</li> <li>◆ L'aide financière maximale qui peut être accordée pour une opération comportant 3 tranches ne peut excéder 2 M€</li> <li>◆ Le délai de carence doit être de 5 ans entre deux opérations ayant le même objet</li> </ul>	<p><b><u>Dépenses éligibles</u></b></p> <p><b><u>FONCTIONNEMENT</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>◆ Etudes</li> <li>◆ Recrutement d'un animateur (forfait de 15 000 €)</li> <li>◆ Opérations collectives de communication, de promotion et d'animation</li> <li>◆ <u>Prise en charge des intérêts d'emprunts contractés par les communes pour l'acquisition de fonds de commerce ;</u></li> <li>◆ <u>Réalisation d'actions collectives en raison de l'exécution de travaux publics</u></li> </ul> <p><b><u>INVESTISSEMENT</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>◆ Achat de locaux d'activité (hors fonds commerciaux)</li> <li>◆ Signalétique</li> <li>◆ Halles ; marchés couverts et de plein air</li> <li>◆ Investissements de restructuration des centres commerciaux de proximité (hors ceux effectués par l'EPARECA)</li> <li>◆ Equipements facilitant l'accès aux espaces commerciaux + stationnement de proximité</li> </ul> <p><b>Taux maxima</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>◆ 80 % en fonctionnement (subvention plafonnée à 400 000 €)</li> <li>◆ 40 % en investissement (aides directes comprises) jusqu'au plafond de dépenses subventionnables de 800 000 € et 10 % au-delà (subvention plafonnée à 400 000 €)</li> </ul> <p><b>CONDITIONS</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>◆ L'opération doit être précédée d'une étude de faisabilité</li> <li>◆ L'aide financière maximale qui peut être accordée pour une opération comportant 3 tranches ne peut excéder 2 M€</li> <li>• Le délai de carence est, sauf exception, de <u>2 ans</u> entre deux opérations ayant le même objet</li> </ul>

## OPERATIONS COLLECTIVES DE MODERNISATION EN MILIEU RURAL (Pays, groupements de communes rurales, bassins d'emploi ruraux)

ANCIEN DISPOSITIF	NOUVEAU DISPOSITIF (réforme 2008)
<p><u>AIDES AUX COLLECTIVITES PUBLIQUES</u></p> <p><b>DEPENSES ELIGIBLES</b></p> <p><input type="checkbox"/> <b>FONCTIONNEMENT</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>◆ Etudes</li> <li>◆ Recrutement d'un animateur (forfait de 15 000 €)</li> <li>◆ Opérations collectives de communication et de promotion</li> <li>◆ Opérations collectives d'animation</li> </ul> <p><input type="checkbox"/> <b>INVESTISSEMENT</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>◆ Achat de locaux d'activité (hors fonds commerciaux)</li> <li>◆ Signalétique</li> <li>◆ Equipements facilitant l'accès aux espaces commerciaux</li> <li>◆ Halles ; marchés couverts et de plein air</li> <li>◆ Investissements de restructuration des centres commerciaux de proximité (hors ceux effectués par l'EPARECA)</li> </ul> <p><b>TAUX MAXIMA</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>❖ 50 % en fonctionnement (subvention plafonnée à 400 000 €)</li> <li>❖ 20 % en investissement jusqu'à un plafond de dépenses subventionnables de 800 000 € et 10 % au-delà (subvention plafonnée à 400 000 €)</li> </ul> <p><b>CONDITIONS</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>◆ L'opération doit être précédée d'une étude de faisabilité</li> <li>◆ L'aide financière maximale qui peut être accordée pour une opération comportant 3 tranches ne peut excéder 2 M€</li> <li>▪ Le délai de carence doit être de 5 ans entre deux opérations ayant le même objet</li> </ul>	<p><u>AIDES AUX COLLECTIVITES PUBLIQUES :</u></p> <p><b>DEPENSES ELIGIBLES</b></p> <p><input type="checkbox"/> <b>FONCTIONNEMENT</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>◆ Etudes</li> <li>◆ Recrutement d'un animateur (forfait de 15 000 €)</li> <li>◆ Opérations collectives de communication, de promotion et d'animation ;</li> <li>◆ <u>Prise en charge des intérêts d'emprunts contractés par les communes pour l'acquisition de fonds de commerce ;</u></li> <li>◆ <u>Réalisation d'actions collectives en raison de l'exécution de travaux publics.</u></li> </ul> <p><input type="checkbox"/> <b>INVESTISSEMENT</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>◆ Achat de locaux d'activité (hors fonds commerciaux)</li> <li>◆ Signalétique</li> <li>◆ Halles ; marchés couverts et de plein air</li> <li>◆ Investissements de restructuration des centres commerciaux de proximité (hors ceux effectués par l'EPARECA)</li> <li>◆ Equipements facilitant l'accès aux espaces commerciaux + stationnement de proximité</li> </ul> <p><b>TAUX MAXIMA</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>❖ 50 % en fonctionnement (subvention plafonnée à 400 000 €)</li> <li>❖ <u>30 % en investissement*</u></li> </ul> <p><b>CONDITIONS</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>◆ L'opération doit être précédée d'une étude de faisabilité</li> <li>◆ L'aide financière maximale qui peut être accordée pour une opération comportant 3 tranches ne peut excéder 2 M€</li> <li>• Le délai de carence est, sauf exception, de <u>2 ans</u> entre deux opérations ayant le même objet</li> </ul>
<p><u>AIDES DIRECTES AUX ENTREPRISES</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>◆ Rénovation de vitrines</li> <li>◆ Equipements destinés à assurer la sécurité des entreprises</li> <li>◆ Aménagements destinés à faciliter l'accessibilité de ces entreprises aux personnes handicapées et aux personnes à mobilité réduite</li> <li>• Dépenses d'investissement relatives à la modernisation des entreprises et des locaux d'activité</li> </ul> <p><b>TAUX MAXIMUM</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>◆ 20 %</li> </ul> <p><b>conditions</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>◆ La participation financière de la collectivité concernée doit être égale à celle du FISAC</li> <li>◆ Le chiffre d'affaires annuel hors taxes de l'entreprise doit être inférieur à 800 000 €</li> <li>▪ L'aide du FISAC est plafonnée à 10 000 € par entreprise</li> </ul>	<p><u>AIDES DIRECTES AUX ENTREPRISES :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>◆ Rénovation de vitrines</li> <li>◆ Equipements destinés à assurer la sécurité des entreprises</li> <li>◆ Aménagements destinés à faciliter l'accessibilité de ces entreprises aux personnes handicapées et aux personnes à mobilité réduite</li> <li>• Dépenses d'investissement relatives à la modernisation des locaux d'activité</li> </ul> <p><b>TAUX MAXIMA</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>◆ <u>30 %</u> pour les investissements matériels*</li> <li>◆ <u>40 %</u> pour la sécurisation et pour les aménagements destinés à faciliter l'accessibilité des entreprises aux personnes handicapées et aux personnes à mobilité réduite*</li> </ul> <p><b>CONDITIONS</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>◆ La participation financière de la collectivité concernée doit être égale à celle du FISAC</li> <li>◆ Le chiffre d'affaires annuel hors taxes de l'entreprise doit être inférieur à <u>1 M€</u></li> <li>◆ Le montant de la dépense subventionnable est plafonné à <u>75 000 €</u> et l'aide du FISAC ne peut excéder <u>30 000 € par entreprise</u></li> </ul>

\*Le montant de l'aide ne peut excéder 30% ou 40% des dépenses subventionnables selon la nature des investissements projetés jusqu'à un plafond de dépenses subventionnables de 800 000 € hors taxes. Au-delà de ce seuil, le taux maximum d'intervention est fixé à 10%, avec un montant de subvention plafonné à 400 000 €.

## OPERATIONS D'AMENAGEMENT DANS LES COMMUNES RURALES

ANCIEN DISPOSITIF	NOUVEAU DISPOSITIF (réforme 2008)
<i>Communes de moins de 2 000 habitants</i>	<i>Communes de moins de 3 000 habitants</i>
<p><u>Maîtrise d'ouvrage publique</u></p> <p><b>DEPENSES D'INVESTISSEMENT ELIGIBLES</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>◆ Signalétique</li> <li>◆ Equipements facilitant l'accès aux espaces commerciaux + stationnement de proximité</li> <li>◆ Halles ; marchés couverts et de plein air</li> <li>◆ Investissements de restructuration des centres commerciaux de proximité</li> </ul> <p><b>TAUX MAXIMA</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>◆ 20 % jusqu'à un plafond de dépenses subventionnables de 800 000 € et 10 % au-delà (subvention plafonnée à 400 000 €)</li> </ul> <p><b>CONDITIONS</b></p> <p>Le délai de carence doit être de 5 ans entre deux opérations ayant le même objet</p>	<p><u>Maîtrise d'ouvrage publique</u></p> <p><b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT ELIGIBLES</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Etudes ;</li> <li>- Prise en charge des intérêts d'emprunts contractés par les communes pour l'acquisition de fonds de commerce ;</li> <li>- Réalisation d'actions collectives en raison de l'exécution de travaux publics.</li> </ul> <p><b>DEPENSES D'INVESTISSEMENT ELIGIBLES</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>◆ Signalétique</li> <li>◆ Equipements facilitant l'accès aux espaces commerciaux + stationnement de proximité</li> <li>◆ Halles ; marchés couverts et de plein air</li> <li>◆ Investissements de restructuration des centres commerciaux de proximité</li> </ul> <p><b>TAUX MAXIMA</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>◆ <u>50%</u> en fonctionnement (subvention plafonnée à 400 000 €)</li> <li>◆ <u>30 %</u> en investissement jusqu'à un plafond de dépenses subventionnables de 800 000 € et 10 % au-delà (subvention plafonnée à 400 000 €)</li> </ul> <p><b>CONDITIONS</b></p> <p>Le délai de carence est, sauf exception, de <u>2 ans</u> entre deux opérations ayant le même objet</p>

## OPERATIONS RURALES INDIVIDUELLES

<b>ANCIEN DISPOSITIF</b>	<b>NOUVEAU DISPOSITIF (réforme 2008)</b>
<b><i>Communes de moins de 2 000 habitants</i></b>	<b><i>Communes de moins de 3 000 habitants</i></b>
<p><u>Maîtrise d'ouvrage privée</u></p> <p><b>DEPENSES D'INVESTISSEMENT ELIGIBLES (PLAFONNEES A 50 000 €)</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>◆ Dépenses d'investissement relatives à la modernisation des entreprises et des locaux d'activité (vitrines incluses)</li> <li>◆ Dépenses d'investissement relatives à la sécurisation des entreprises et des locaux d'activité</li> <li>◆ Dépenses d'investissement visant à favoriser l'accessibilité des entreprises aux personnes handicapées et aux personnes à mobilité réduite</li> </ul> <p><b>TAUX MAXIMA</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>◆ 20 % pour les investissements matériels</li> <li>◆ 40 % pour les dépenses de sécurisation et pour celles visant à favoriser l'accessibilité des entreprises aux personnes handicapées et aux personnes à mobilité réduite</li> </ul>	<p><u>Maîtrise d'ouvrage privée</u></p> <p><b>DEPENSES D'INVESTISSEMENT ELIGIBLES (PLAFONNEES A 75 000 €)</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>◆ Dépenses d'investissement relatives à la modernisation des entreprises et des locaux d'activité (vitrines incluses)</li> <li>◆ Dépenses d'investissement relatives à la sécurisation des entreprises et des locaux d'activité</li> <li>◆ Dépenses d'investissement visant à favoriser l'accessibilité des entreprises aux personnes handicapées et aux personnes à mobilité réduite</li> </ul> <p><b>TAUX MAXIMA</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>◆ <b>30 %</b> pour les investissements matériels</li> <li>◆ 40 % pour les dépenses de sécurisation et pour celles visant à favoriser l'accessibilité des entreprises aux personnes handicapées et aux personnes à mobilité réduite</li> </ul>
<p><u>Maîtrise d'ouvrage publique</u></p> <p><b>DEPENSES D'INVESTISSEMENT ELIGIBLES</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>◆ Dépenses d'investissement relatives à la modernisation des entreprises et des locaux d'activité (vitrines incluses)</li> <li>◆ Dépenses d'investissement relatives à la sécurisation des entreprises et des locaux d'activité</li> <li>◆ Dépenses d'investissement visant à favoriser l'accessibilité des entreprises aux personnes handicapées et aux personnes à mobilité réduite</li> <li>◆ Achat de locaux d'activité (hors fonds commerciaux)</li> <li>◆ Aménagement des abords immédiats du commerce concerné, notamment pour en faciliter l'accès</li> </ul> <p><b>TAUX MAXIMA</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>◆ 30 % POUR LES INVESTISSEMENTS MATERIELS</li> <li>◆ 40 % POUR LES DEPENSES DE SECURISATION ET POUR CELLES VISANT A FAVORISER L'ACCESSIBILITE DES ENTREPRISES AUX PERSONNES HANDICAPEES ET AUX PERSONNES A MOBILITE REDUITE</li> </ul>	<p><u>Maîtrise d'ouvrage publique</u></p> <p><b>DEPENSES D'INVESTISSEMENT ELIGIBLES</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>◆ Dépenses d'investissement relatives à la modernisation des entreprises et des locaux d'activité (vitrines incluses)</li> <li>◆ Dépenses d'investissement relatives à la sécurisation des entreprises et des locaux d'activité</li> <li>◆ Dépenses d'investissement visant à favoriser l'accessibilité des entreprises aux personnes handicapées et aux personnes à mobilité réduite</li> <li>◆ Achat de locaux d'activité (hors fonds commerciaux) si location pendant 10 ans</li> <li>◆ Aménagement des abords immédiats du commerce concerné, notamment pour en faciliter l'accès</li> </ul> <p><b>TAUX MAXIMA</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>◆ 30 % POUR LES INVESTISSEMENTS MATERIELS*</li> <li>◆ 40 % POUR LES DEPENSES DE SECURISATION ET POUR CELLES VISANT A FAVORISER L'ACCESSIBILITE DES ENTREPRISES AUX PERSONNES HANDICAPEES ET AUX PERSONNES A MOBILITE REDUITE*</li> </ul>
<p><u>CONDITIONS COMMUNES</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>◆ L'opération doit être précédée d'une étude de faisabilité</li> <li>◆ Le chiffre d'affaires annuel hors taxes de l'entreprise doit être inférieur à 800 000 €</li> <li>◆ Le montant de la dépense subventionnable ne peut être inférieur à 10 000 €</li> <li>◆ Le délai de carence doit être de 5 ans entre 2 opérations ayant le même objet</li> </ul>	<p><u>CONDITIONS COMMUNES</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>◆ L'opération doit être précédée d'une étude de faisabilité</li> <li>◆ Le chiffre d'affaires annuel hors taxes de l'entreprise doit être inférieur à <b>1 M€</b></li> <li>◆ Le montant de la dépense subventionnable ne peut être inférieur à 10 000 €</li> <li>◆ Le délai de carence est, sauf exception, de <b>2 ans</b> entre 2 opérations ayant le même objet</li> </ul>

\*Le montant de l'aide ne peut excéder 30% ou 40% des dépenses subventionnables selon la nature des investissements projetés jusqu'à un plafond de dépenses subventionnables de 800 000 € hors taxes. Au-delà de ce seuil, le taux maximum d'intervention est fixé à 10%.

**PRESENTATION  
DES MOYENS  
MIS EN ŒUVRE  
PAR LE FISAC**

## **I – COMPARAISONS 2010 – 2009.**

La dotation FISAC a été fixée initialement en loi de finances pour 2010 à 78 millions d'euros en autorisations d'engagement (dont huit millions d'euros pour les départements d'outre-mer) et à 64 millions d'euros en crédits de paiement (dont 4 millions d'euros pour les départements d'outre-mer).

Après régulation budgétaire et redéploiements internes, les disponibilités pour 2010 ont représenté une somme de 65,5 M€ (contre 67,7 M€ en 2009). Les dotations 2009 et 2010 ont été complétées par les réimputations sur le compte FISAC des crédits non utilisés par les bénéficiaires des subventions de ce fonds (13 M€ en 2009 et 19,7 M€ en 2010).

### ***I-1 – Les opérations territoriales (opérations urbaines, opérations rurales).***

L'évolution des différentes catégories d'opérations territoriales en 2010 par rapport à 2009 se caractérise par une augmentation du nombre global de dossiers territoriaux reçus. Mais les contraintes budgétaires ont entraîné une baisse du montant des crédits alloués pour le financement des opérations territoriales (46,5 millions d'euros au lieu de 56,7 millions d'euros en 2009, soit une baisse de 18 %) et une diminution du nombre de dossiers financés (713 au lieu de 759 en 2009, soit une diminution de 6,1 %).

Alors que l'année 2005 avait été marquée par l'apurement du stock considérable de dossiers enregistrés au cours de l'année 2004, les années 2006, 2007 et 2008 peuvent être regardées comme des années où les délais d'instruction de dossiers ont retrouvé un rythme normal. Les années 2009-2010 marquent une dégradation, motivée par l'augmentation des dossiers reçus (1 366 en 2010, 1 018 en 2009, 783 en 2008). Au 31 décembre 2010, le nombre de dossiers en cours d'instruction s'élevait à 716 (229 en 2009, 94 en 2008).

Le délai moyen d'instruction par l'administration centrale est de 90 jours en 2010 (54 jours en 2009).

Cette instruction, grâce à la vigilance apportée à la définition des assiettes subventionnables et au choix des taux de subvention qui tiennent compte des effets prévisibles des opérations aidées, conduit à une réduction des aides allouées représentant 26 % du montant des demandes formulées.

Les crédits consacrés aux opérations urbaines enregistrent une baisse significative en 2010 après la hausse constatée en 2009 qui faisait suite à trois années de baisse consécutives. Ils s'élèvent à 19,59 millions d'euros (dont 0,64 million d'euros pour l'aide aux quartiers en difficulté) pour 136 décisions contre 24,53 millions d'euros et 140 décisions en 2009, soit une baisse de 20,1 % en montant et de 2,9 % en unités.

Les montants dévolus aux opérations rurales font également apparaître une baisse substantielle puisqu'ils atteignent 26,9 millions d'euros contre 32,18 millions d'euros en 2009 (-16,4 %). Le nombre des décisions est également en baisse, s'élevant à 577 contre 619 en 2009, soit une diminution de 6,8 % en unités.

Cette situation s'explique par le fait que l'insuffisance des crédits budgétaires a conduit à reporter sur 2011 le financement de nombreuses opérations dont l'instruction avait été effectuée au cours du dernier trimestre 2010.

En ce qui concerne les opérations rurales individuelles, le montant moyen des aides directes aux entreprises s'établit à 12 640 € en 2010 contre 11 937 € en 2009, soit une augmentation de + 5,9 %.

Enfin, le nombre des études préalables aux opérations collectives atteint 93 et les subventions attribuées représentent une somme de 0,97 million d'euros. 91 études avaient été financées en 2009, leur coût s'élevant à 1,05 million d'euros.

## ***I-2 – Les opérations nationales.***

Au titre des dispositifs spécifiques, les crédits du FISAC ont permis également de financer en 2010 :

- les actions de développement économique réalisées avec les chambres de métiers et de l'artisanat. Une enveloppe de crédits de 15 M€ a été réservée à cet effet en 2010 (12,7 M€ en 2009) ;
- un abondement, à hauteur de 10,5 M€, des fonds propres de l'Etablissement public national d'aménagement et de restructuration des espaces commerciaux et artisanaux (EPARECA) (10,5 M€ en 2009) ;
- la mise en place d'une dotation de 3,7 millions d'euros pour le financement des opérations territoriales du FISAC dans les départements d'outre-mer ;
- les derniers dossiers relevant du dispositif de soutien aux commerces de biens culturels qui résultait de la convention triennale passée avec le ministère de la culture et de la communication en 2003 et qui a été prorogé en 2007 pour une nouvelle période de trois ans (2007 – 2008 – 2009). Ces dossiers, au nombre de 10, déposés en 2009 ont été financés pour un montant de 0,14 million d'euros dans le cadre de l'enveloppe annuelle de 1 million d'euros prévue pour ces opérations en 2009. Ils s'ajoutent aux 13 opérations financées en 2009 pour un montant de 0,20 million d'euros ;
- la mise en place d'un dispositif exceptionnel d'aide aux entreprises sinistrées à la suite de la tempête Xynthia de février-mars 2010 dans les départements de Charente-Maritime, des Deux-Sèvres, de la Vendée, de la Vienne, de la Gironde et de la Loire-Atlantique. Une provision de 5,5 millions d'euros a été constituée à cet effet ;
- la mise en place d'un dispositif exceptionnel d'aide aux entreprises sinistrées suite aux intempéries ayant affecté les 15 et 16 juin 2010 le département du Var. Le montant de la provision constituée pour le financement de ces aides s'élève à 5 millions d'euros.

### *I-3 – Par collectivité territoriale.*

#### ❖ Les régions :

##### ↗ les plus fortes consommatrices :

C'est la région Rhône-Alpes qui arrive en tête au titre des bénéficiaires (7,69 M€) suivie par les régions Aquitaine (5,79 M€) et la Bretagne (4,49 M€).

Si l'on prend en compte le montant par habitant, les trois régions en tête en 2010 sont le Limousin, l'Aquitaine et le Centre. En 2009, le classement était le suivant : le Limousin, l'Aquitaine et la Champagne-Ardenne.

##### ↘ les plus faibles consommatrices :

Ce sont les régions (hors DOM et Corse) Picardie, Provence-Alpes-Côte d'Azur et Auvergne qui font le moins appel au FISAC. Les régions Picardie, Alsace et Bourgogne figuraient à ce classement en 2009.

En montant par habitant, le classement fait apparaître les régions Picardie, Provence-Alpes-Côte d'Azur et Pays de la Loire. En 2009, les régions concernées étaient les régions Picardie, Ile-de-France et Alsace.

#### ❖ Les départements :

##### ↗ Les plus forts consommateurs :

Les cinq départements en tête sont : la Gironde, le Finistère, l'Ardèche, la Haute-Savoie et le Nord. Seul le département de la Gironde figurait dans le classement 2009. En montant par habitant, ce sont les départements de l'Ardèche, de la Creuse, de l'Ariège, de la Corrèze et du Cher qui arrivent en tête.

##### ↘ les plus faibles consommateurs :

Les départements les moins aidés sont Paris, le Territoire de Belfort, la Vaucluse, la Lozère, la Mayenne, la Haute-Loire et l'Oise. En 2009, les départements concernés étaient Paris, la Corse du Sud, le Gard, le Tarn-et-Garonne, les Hautes-Alpes, la Seine-Saint-Denis et la Somme.

\* \*  
\*

Ces observations ne doivent pas être considérées comme un palmarès, car des facteurs multiples peuvent se combiner pour expliquer ces situations (délai de mise au point des projets, concentration sur certains types d'opérations, dispersion géographique, situation économique locale). On peut d'ailleurs noter, d'une part, que ces constats ne se retrouvent pas d'une année sur l'autre et, d'autre part, que la taille des départements ou des régions ne constitue pas un élément toujours décisif dans l'explication du niveau d'appel aux crédits du FISAC.

## II – BILAN GLOBAL SUR LA PERIODE 1992-2010.

Sur la période 1992-2010, le montant des aides allouées s'élève à 1 177,64 M€ pour 14 095 décisions attributives de subventions. La part relative aux dépenses d'investissement (613,4 M€) dépasse substantiellement celle afférente aux dépenses de fonctionnement (564,2 M€).

### *II-1 – Opérations conduites en milieu rural (communes de moins de 2 000 habitants jusqu'en 2009, communes de moins de 3 000 habitants depuis cette date).*

En milieu rural, le FISAC peut intervenir, soit dans le cadre d'opérations individuelles (avec une commune ou un particulier), soit dans le cadre d'opérations d'aménagement et d'opérations collectives de modernisation (avec une communauté de communes, par exemple).

De façon générale, l'impact du FISAC en milieu rural paraît très positif dès lors qu'il contribue au maintien d'activités de première nécessité au bénéfice des habitants des zones de revitalisation.

Des aides directes, dont le montant est plafonné à 30 000 € (20 000 € dans l'ancien dispositif), peuvent être attribuées à des entrepreneurs individuels pour la modernisation de leur outil de travail, sous réserve que l'opération ne crée ni de distorsion de concurrence ni un enrichissement sans cause.

Globalement, 61,8% des décisions prises durant cette période concernent le monde rural (soit 8 712 opérations). Par ailleurs, ces subventions en zone rurale représentent 27,4% du total des aides attribuées depuis 1992, soit 323,15 M€ (et 42 % des aides allouées aux opérations territoriales).

La répartition annuelle des subventions s'établit comme suit :

(en M€)

1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
0,73	6,9	9,5	7,8	10,3	9,3	10,5	11	14,3	9,3	10	19,3	29,9	28,2	23,7	24,2	25,9	32,2	26,9

En moyenne, sur les cinq dernières années, le montant moyen de l'aide directe aux entreprises s'élève à 9 156 €.

L'évolution du montant moyen des aides aux collectivités territoriales s'établit ainsi sur les cinq dernières années :

(en M€)

CATEGORIES D'OPERATIONS	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Opérations rurales individuelles	37 100	31 658	59 774	34 283	34 475	58 229
Opérations collectives de modernisation	172 722	147 875	142 651	142 810	172 222	165 026

Rapportées à une population de 20,8 millions d'habitants vivant en 2010 dans les communes de moins de 3 000 habitants, les aides du FISAC en milieu rural représentent approximativement 15,5 €/habitant pour la période 1992-2010 et 1,3 €/habitant en 2010.

### *II-2 - Opérations conduites en milieu urbain.*

L'objectif général de ces opérations est d'apporter une aide au montage de projets associant les collectivités locales, les associations de commerçants et les chambres consulaires, ces projets intégrant tous les aspects d'une politique urbaine (transports, habitat, infrastructure, stationnement, accessibilité au centre-ville...). Les fonds européens sont également sollicités dans ce cadre. Depuis 1992, ces opérations représentent près de 29,3 % des décisions prises durant cette période (soit 4 124 opérations) et 38,2 % du montant total des subventions avec 449,4 M€.

Ces subventions se répartissent comme suit :  
(en M€)

1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
5,1	8,5	8,9	9,4	23,2	19,3	29,5	29,3	37,9	24,3	27,1	26,2	31,2	38,6	33	30,1	20,5	24,5	19,6

L'évolution du montant moyen des aides aux collectivités territoriales s'établit ainsi sur les cinq dernières années :

CATEGORIE D'OPERATION	2006	2007	2008	2009	2010
Opérations urbaines	142 900 €	146 339 €	140 555 €	173 334 €	144 067 €

### Opérations urbaines FISAC 1992/2010 par taille de ville :

Nombre d'habitants	Montant de subvention (en €)	%	Population concernée	Montant moyen par habitant (en €)
3 000 à 5 000 (1)	63 669 728,00	14,20	5 330 056	11,9
5 000 à 15 000	121 456 327,00	27,09	10 984 653	11,1
15 000 à 30 000	91 788 955,00	20,47	7 406 487	12,4
Plus de 30 000	171 450 983,00	38,24	20 180 620	8,5
<b>Total</b>	<b>448 365 993,00</b>	<b>100</b>	<b>43 901 816</b>	<b>10,2</b>

(1) De 1992 à 2008, le montant de subvention concerne les communes urbaines de 2 000 à 5 000 habitants. A compter de 2009, date à laquelle les opérations urbaines s'appliquent aux communes de plus de 3 000 habitants, ce montant concerne donc les communes urbaines de 3 000 à 5 000 habitants.

Ce sont les communes de plus de 30 000 habitants qui ont bénéficié, en priorité, de ce dispositif (38,24 % du montant des subventions). Cela étant, l'effort du FISAC porte également sur les communes moyennes (communes de 5 000 à 30 000 habitants), dont les projets demeurent cohérents au regard des capacités financières d'intervention de ce fonds. On note à cet égard que les montants moyens par habitant concernant les villes de 3 000 à 5 000 habitants, celles de 5 000 à 15 000 habitants et celles de 15 000 à 30 000 habitants sont assez proches. Ils sont supérieurs au montant moyen par habitant se rapportant aux communes de plus de 30 000 habitants.

L'impact du FISAC, de fait, est lié étroitement à l'échelle financière de l'opération et son « cœur de cible » en milieu urbain demeure les villes moyennes, même si certaines opérations conduites dans des villes de plus de 50 000 habitants peuvent s'avérer opportunes, comme par exemple celles ayant pour objet d'agir sur un quartier particulier, voire une artère, ou encore celles ayant pour objet de restructurer une halle.

### II - 3 Opérations nationales.

Outre les actions de soutien au développement économique des chambres de métiers et de l'artisanat, le FISAC contribue, notamment, à financer des opérations visant à venir en aide aux commerçants et aux artisans victimes de catastrophes naturelles, sanitaires ou accidentelles (remplacement de l'outil de production, pertes d'exploitation), et des opérations visant à favoriser la diffusion de biens culturels. Il participe également au financement d'études de faisabilité et d'études préalables à des opérations collectives. En 2010, une dotation de 3,7 millions d'euros a été mise en place pour le financement des opérations territoriales dans les départements d'outre-mer. Enfin, les pôles d'innovation de l'artisanat reçoivent une aide de l'Etat pour leur fonctionnement courant.

Les subventions accordées dans le cadre d'opérations exceptionnelles s'établissent comme suit :  
(en M€)

1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
4,4	3,8	3,8	5,8	10,2	6	12,1	6,05	32 (1)	5	13,7	1,7 (2)	14,3	8,9	9,55 (3)	5 (4)	0	6,38 (5)	10,5 (6)

(1) Année exceptionnelle : tempêtes et inondations.

(2) Les provisions constituées pour indemniser les entreprises fruitières et légumières victimes du gel d'avril 2003, les entreprises victimes de la tornade du 15 juillet 2003 dans les Landes, ainsi que les entreprises sinistrées lors des inondations de décembre 2003 dans le sud de la France sont comptabilisées au titre de l'année 2004, les estimations correspondantes n'ayant pas été établies avant le 31 décembre 2003. Les provisions ont fait l'objet de décisions ministérielles à hauteur de 9,4 M€ en 2004.

(3) et (4) En 2006, 9,55 M€ ont été consacrés à la mise en place d'un dispositif d'aides aux entreprises ayant dû diminuer ou interrompre leur activité à la suite de l'épidémie provoquée par le chikungunya à La Réunion. La provision ainsi constituée devait permettre de prendre en charge les éventuelles conséquences d'une recrudescence de l'épidémie en 2007 et lors des années suivantes. L'épidémie ayant été jugulée, la provision a été ramenée à 4,55 M€ et le reliquat de 5 M€ a été réimputé sur le FISAC. Cette réaffectation a permis la constitution d'une nouvelle provision de 5 M€ destinée à indemniser les entreprises sinistrées à la suite du passage du cyclone Dean à la Martinique et à la Guadeloupe.

(5) Mise en place d'une provision de 4,78 M€ pour venir en aide aux entreprises victimes de la tempête Klaus et d'une mesure de prêts à taux 0 au profit des entreprises expéditrices et exportatrices de fruits fragilisés suite au gel survenu en 2008 (1,6 M€).

(6) Mise en place d'une provision de 5,5 millions d'euros pour venir en aide aux entreprises victimes de la tempête Xynthia (février-mars 2010) et d'une provision de 5 millions d'euros destinée à indemniser les entreprises sinistrées suite aux intempéries ayant affecté le département du Var en juin 2010.

\*       \*  
\*

Au total, sur les cinq dernières années, on peut estimer qu'au sein des opérations rurales et urbaines, une part de l'ordre de 20 à 25 %, a été consacrée à des actions s'inscrivant dans une politique nationale (halles et marchés, animateurs de centre-ville, commerces multiservices), où l'action volontariste de l'Etat a suscité, renforcé ou infléchi des choix locaux de manière déterminante. Ainsi, la mise aux normes de halles et de marchés, bien qu'obligatoire en vertu de directives communautaires et de réglementations nationales, a été délibérément soutenue. Il en va de même pour l'animation des centres-villes (dont le financement incombe pourtant au premier titre aux commerçants eux-mêmes) ou pour les multiservices (dont l'offre étendue a été soutenue au-delà de la satisfaction spontanée des besoins locaux sur l'une des composantes de l'offre commerciale).

Au titre des opérations nationales, le FISAC assure le financement des actions de développement économique menées par les chambres de métiers et de l'artisanat. 15 M€ ont été consacrés à ces actions en 2010 (cf. fiche p. ).

Le FISAC contribue au financement de l'EPARECA qui intervient au profit des centres commerciaux dégradés installés en ZUS. Au titre de l'année 2010, une dotation de 10,5 M€ lui a été attribuée (cf. fiche p. ).

Enfin, au titre du dispositif de soutien aux commerces de biens culturels, le FISAC a financé, au cours de l'année 2010, les dix derniers dossiers enregistrés en 2009 pour un coût global de 143 668 euros, le coût moyen de chaque dossier représentant une somme de 14 367 euros.

### **III - LA GESTION DES FONDS PAR LE RSI.**

Une convention relative à la gestion des fonds du FISAC a été passée avec l'ORGANIC le 11 avril 2003. En effet, l'ORGANIC, qui est devenue depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2006 le RSI (Régime Social des Indépendants), assure le paiement des aides en conformité avec la réglementation applicable en l'espèce et les instructions données par la DGCIS.

### **IV – EVALUATION**

La DGCIS réalise une enquête visant notamment à mesurer le taux de survie des entreprises aidées par le FISAC dans le cadre des opérations individuelles en milieu rural. A trois ans, le taux de pérennité s'élève en moyenne à 92,9 % et à 5 ans à 89,6 %.

En 2007, une étude d'évaluation des opérations collectives financées par le FISAC (opérations urbaines, opérations collectives de modernisation) a été confiée, après appel d'offres à un prestataire extérieur. Le rapport d'évaluation portant sur 15 opérations a été remis à la fin du premier semestre 2008. Les résultats de cette étude mettent en évidence les effets positifs des interventions du FISAC et fournissent des observations utiles pour une optimisation des choix opérationnels des maîtres d'ouvrage.

En moyenne, le FISAC finance 22 % du coût des opérations, soit un effet de levier de près de 5, la participation des collectivités territoriales représentant environ 54 % et celles des entreprises 13 % (le solde est apporté par divers autres financeurs dont l'Europe et les chambres consulaires).

Dans le prolongement de cette enquête d'évaluation, un comité de pilotage a élaboré une grille d'évaluation de ces opérations qui devrait être déployée prochainement.

**ELEMENTS  
COMPLEMENTAIRES  
D'INFORMATION SUR LES  
OPERATIONS NATIONALES  
ET TERRITORIALES**

**PART DES COFINANCEURS**  
**Décisions du 01/01/2010 au 31/12/2010**

**Coût total prévu pour cette période : 289 202 014**  
**Nombre de décisions : 806**

<b>CO-FINANCEUR</b>	<b>SUBVENTIONS</b>	<b>POURCENTAGE</b>
Fisac	60 970 057	21,08%
Etat	8 449 444	2,92%
Europe	5 034 839	1,74%
Entreprises	58 347 037	20,18%
Chambres consulaires	2 527 318	0,87%
Autres	9 062 665	3,13%
<b>Collectivités territoriales</b>		
Commune	86 313 378	29,85%
Département	14 163 951	4,90%
Région	18 989 033	6,57%
EPCI	13 150 160	4,55%
<b>Totaux</b>	<b>277 007 882</b>	<b>95,78%</b>

**PART DES COFINANCEURS PAR TYPE D'OPERATION**  
Année 2010

Coût total prévu pour cette période : **289 202 014**  
Nombre de décisions : **806**

**TYPE D'OPERATION :** OPERATIONS URBAINES **Nombre de décisions 133**  
**Coût prévu :** **122 776 335**

CO-FINANCEUR	SUBVENTIONS	POUCENTAGE
Fisac	27 432 436	22,34%
Etat	1 279 158	1,04%
Europe	1 119 921	0,91%
Entreprises	9 736 398	7,93%
Chambres consulaires	1 575 729	1,28%
Autres	1 177 808	0,96%

**Collectivités territoriales**

Commune	61 933 745	50,44%
Département	3 698 701	3,01%
Région	5 018 986	4,09%
EPCI	4 387 437	3,57%
<b>Totaux</b>	<b>117 360 319</b>	<b>95,59%</b>

**TYPE D'OPERATION :** ETUDES **Nombre de décisions 93**  
**Coût prévu :** **2 435 228**

CO-FINANCEUR	SUBVENTIONS	POUCENTAGE
Fisac	1 098 266	45,10%
Etat	25 182	1,03%
Europe	33 767	1,39%
Entreprises	2 981	0,12%
Chambres consulaires	82 843	3,40%
Autres	9 020	0,37%

**Collectivités territoriales**

Commune	641 897	26,36%
Département	91 736	3,77%
Région	177 939	7,31%
EPCI	226 627	9,31%
<b>Totaux</b>	<b>2 390 258</b>	<b>98,15%</b>

**TYPE D'OPERATION :** OPERATIONS RURALES INDIVIDUELLES **Nombre de décisions 441**  
**Coût prévu :** **68 407 774**

CO-FINANCEUR	SUBVENTIONS	POUCENTAGE
Fisac	16 337 562	23,88%
Etat	3 416 164	4,99%
Europe	3 004 676	4,39%
Entreprises	10 138 635	14,82%
Chambres consulaires	17 853	0,03%
Autres	5 211 957	7,62%

**Collectivités territoriales**

Commune	15 830 771	23,14%
Département	4 631 398	6,77%
Région	3 665 191	5,36%
EPCI	1 428 411	2,09%
<b>Totaux</b>	<b>63 682 617</b>	<b>93,09%</b>

<b>TYPE D'OPERATION : OPERATIONS RURALES INDIVIDUELLES</b>			<b>Nombre de décisions</b>	<b>25</b>
<b>NON SEDENTAIRES</b>			<b>Coût prévu :</b>	<b>1 269 238</b>
<b>CO-FINANCEUR</b>	<b>SUBVENTIONS</b>	<b>POUCENTAGE</b>		
Fisac	324 184	25,54%		
Etat	7 997	0,63%		
Entreprises	438 945	34,58%		
Autres	298 451	23,51%		

**Collectivités territoriales**

Commune	23 315	1,84%
Département	37 071	2,92%
Région	16 300	1,28%
<b>Totaux</b>	<b>1 146 262</b>	<b>90,31%</b>

<b>TYPE D'OPERATION : OPERATIONS D'AMENAGEMENT</b>			<b>Nombre de décisions</b>	<b>52</b>
<b>DANS LES COMMUNES RURALES</b>			<b>Coût prévu :</b>	<b>18 029 812</b>

<b>CO-FINANCEUR</b>	<b>SUBVENTIONS</b>	<b>POUCENTAGE</b>
Fisac	4 587 304	25,44%
Etat	1 291 714	7,16%
Europe	373 693	2,07%
Entreprises	570 282	3,16%
Chambres consulaires	5 500	0,03%
Autres	542 754	3,01%

**Collectivités territoriales**

Commune	6 149 202	34,11%
Département	2 574 030	14,28%
Région	1 870 014	10,37%
EPCI	36 639	0,20%
<b>Totaux</b>	<b>18 001 133</b>	<b>99,84%</b>

<b>TYPE D'OPERATION : OPERATIONS COLLECTIVES</b>			<b>Nombre de décisions</b>	<b>59</b>
<b>DE MODERNISATION</b>			<b>Coût prévu :</b>	<b>63 653 730</b>

<b>CO-FINANCEUR</b>	<b>SUBVENTIONS</b>	<b>POUCENTAGE</b>
Fisac	10 606 729	16,66%
Europe	502 782	0,79%
Entreprises	37 115 742	58,31%
Chambres consulaires	845 393	1,33%
Autres	1 418 848	2,23%

**Collectivités territoriales**

Commune	967 506	1,52%
Département	3 090 015	4,85%
Région	4 410 103	6,93%
EPCI	2 840 275	4,46%
<b>Totaux</b>	<b>61 797 393</b>	<b>97,08%</b>

<b>TYPE D'OPERATION : OPERATIONS EN ZONE URBAINE</b>			<b>Nombre de décisions</b>	<b>3</b>
<b>SENSIBLE</b>			<b>Coût prévu :</b>	<b>12 629 897</b>

<b>CO-FINANCEUR</b>	<b>SUBVENTIONS</b>	<b>POUCENTAGE</b>
Fisac	583 576	4,62%
Etat	2 429 229	19,23%
Entreprises	344 052	2,72%
Autres	403 827	3,20%

**Collectivités territoriales**

Commune	766 942	6,07%
Département	41 000	0,32%
Région	3 830 500	30,33%
EPCI	4 230 771	33,50%
<b>Totaux</b>	<b>12 629 897</b>	<b>100,00%</b>

<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>277 007 879,00</b>	<b>96,00%</b>
----------------------	-----------------------	---------------

## **L'évaluation des aides accordées par le FISAC**

### **1 - Les aides aux entreprises (opérations individuelles)**

Pour répondre à la demande du Parlement dans le cadre de la LOLF, la DGCIS réalise chaque année depuis 2005, des enquêtes pour comparer le taux de survie des entreprises aidées directement ou indirectement, trois ans et cinq ans après l'octroi de l'aide, au taux de survie des entreprises comparables.

Les délégués régionaux au commerce et à l'artisanat puis les DIRECCTE ont été invités à recueillir, auprès d'exploitants aidés de 1999 à 2006 des informations portant, notamment, sur le chiffre d'affaires de l'entreprise, sur le nombre de personnes employées, sur le revenu brut de l'exploitant, sur les effets de la subvention et sur les éventuelles difficultés financières rencontrées par l'entreprise. Les enquêtes, qui portent annuellement sur une quinzaine d'entreprises aidées par région pour chacune des années considérées, font apparaître les résultats globaux suivants :

- les opérations en faveur des entreprises se répartissent comme suit : création : 31,3% ; reprise : 16,5% ; modernisation : 52,2% ;
- les taux de survie des entreprises aidées par le FISAC atteignent globalement 92,9 % à 3 ans et 89,6 % à 5 ans. Par comparaison, l'enquête que l'INSEE a réalisée sur les entreprises commerciales et artisanales créées ou reprises en 2002 et en 2006 et implantées dans des communes de moins de 2 000 habitants fait apparaître que les entreprises ayant bénéficié d'une aide publique au moment de leur création ont de meilleures chances de survie. Les taux de survie atteignent 78,6% à 3 ans et 65,3% à 5 ans lorsque l'entreprise a bénéficié d'une aide publique alors qu'ils ne dépassent pas 71,8% et 59,5 % dans le cas contraire ;
- le nombre d'emplois créés (hors chef d'entreprise) par les entreprises faisant partie de l'échantillon s'élève à 182, étant souligné que l'objectif principal des aides du FISAC est la création ou le maintien d'une activité commerciale de proximité et non la création d'emplois.

### **2 - Les aides accordées dans le cadre d'opérations collectives**

Dans le prolongement de ces enquêtes, un cahier des charges pour une évaluation de toutes les catégories d'opérations territoriales collectives (opérations urbaines, opérations collectives de modernisation en milieu rural) que finance le FISAC a été rédigé en 2007.

Le rapport d'évaluation devait, d'une part, rechercher si les actions retenues dans les programmes aidés étaient bien définies et correctement dimensionnées par rapport aux objectifs poursuivis, et d'autre part, évaluer l'efficacité des actions engagées et leurs effets sur l'activité commerciale locale.

En outre, le prestataire chargé de cette évaluation devait proposer un projet de grille d'évaluation que les porteurs de projet devront à l'avenir renseigner au fur et à mesure de l'évolution de l'opération qu'ils conduisent.

La démarche d'évaluation retenue a été construite sur la base de l'analyse de 15 opérations collectives sélectionnées en tenant compte à la fois :

- d'une répartition géographique représentative du territoire national ;
- et d'une ventilation par tranche de population (commune de moins de 10 000 habitants, entre 10 000 et 30 000 habitants et plus de 30 000 habitants) pour les opérations urbaines retenues.

La typologie des opérations ayant fait l'objet d'une évaluation est la suivante : 2 opérations collectives de modernisation en milieu rural, 13 opérations urbaines dont 2 qui concernaient des halles et marchés et 1 une zone urbaine sensible.

Le candidat chargé d'effectuer cette évaluation a été sélectionné en septembre 2007.

Un Comité de pilotage a été constitué avec deux maires, des représentants de l'Assemblée des chambres françaises de commerce et d'industrie (ACFCI), de l'Assemblée permanente des chambres de métiers (APCM), et de la Délégation interministérielle à l'aménagement et à la compétitivité des territoires (DIACT) et 3 délégués régionaux au commerce et à l'artisanat (DRCA). Il s'est réuni à cinq reprises.

La société retenue a remis un premier rapport d'étape en février 2008 et a rendu son rapport définitif en juillet de la même année.

Ce rapport met en évidence les points suivants :

- la capacité d'adaptation du FISAC à chaque situation locale ;
- la contribution du FISAC apparaît comme un élément fédérateur d'un partenariat entre les acteurs locaux et territoriaux pour l'élaboration d'un projet de territoire sur la thématique « commerce et artisanat » : l'intervention du Fonds oblige de facto les professionnels locaux à se concerter et à organiser des actions collectives. Cela étant, ces derniers ont besoin de temps pour se mobiliser et sont souvent plus efficaces en fin d'opération ;
- l'effet d'entraînement du FISAC est déterminant lorsqu'il intervient sur des pôles intermédiaires et de proximité ;
- les opérations FISAC créent une véritable dynamique par l'anticipation ou l'amplification des investissements mis en oeuvre ;
- les opérations FISAC contribuent à structurer l'organisation commerciale, soit par des aménagements urbains, soit par une pérennisation de la dynamique collective.

En conclusion, le FISAC peut être regardé non pas comme un « outil miracle » dont le succès serait garanti mais comme un outil d'accompagnement et d'impulsion :

- dans un contexte d'évolution des comportements d'achats et de l'environnement concurrentiel, l'intervention du FISAC permet d'initier des démarches réfléchies de dynamisation du commerce et de l'artisanat, s'inscrivant dans le temps et contribuant à la mise en œuvre d'une stratégie territoriale ;
- cela étant, la mise en œuvre de projets de territoire dans le domaine du commerce et de l'artisanat grâce à l'intervention du FISAC ne suffit pas à elle seule pour inverser des tendances lourdes. Elle peut freiner un déclin ou faciliter une mutation mais elle a peu d'effets sur les « fondamentaux » qui, eux, dépendent d'une série de politiques publiques mises en œuvre dans le cadre de l'aménagement du territoire : habitat, économie, tourisme, notamment.

Enfin, dans le prolongement de cette enquête d'évaluation, un projet de circulaire permettant l'évaluation systématique des opérations collectives a été transmis à la signature du Ministre.

## ACTIONS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DES CHAMBRES DE METIERS ET DE L'ARTISANAT

L'Etat apporte un cofinancement aux actions de développement économique menées en faveur des entreprises artisanales par le réseau consulaire des métiers (chambres régionales, départementales et locales de métiers et de l'artisanat) ainsi que par l'assemblée permanente des chambres de métiers et de l'artisanat (APCMA). Ce dispositif est organisé par la circulaire du 23 décembre 2002 modifiée par la circulaire du 20 avril 2005.

Les actions éligibles sont constituées de prestations collectives ou individuelles fournies aux entreprises artisanales dans six domaines d'action ; elles contribuent à l'essor de l'artisanat, au maintien du tissu économique et des entreprises sur les territoires, au développement durable et local ainsi qu'à la promotion de l'emploi.

**En 2010**, la dotation totale imputée sur les crédits du FISAC et attribuée au réseau consulaire des métiers a été fixée, comme en 2009, à **12.7 M€**

<b>En euros</b>	<b>2010</b>
CRMA et CMA	12 520 000
APCM	180 000
<b><i>TOTAL réseau consulaire</i></b>	<b><i>12 700 000</i></b>

**Pour l'année 2010** la régionalisation du dispositif est rendue obligatoire sur tout le territoire. Une convention unique de développement économique est conclue entre l'Etat et la chambre régionale des métiers et de l'artisanat, considérée comme maître d'ouvrage.

Cette convention précise les termes d'un contrat d'objectifs régionaux déclinés au niveau de chaque département permettant aux chambres de métiers et de l'artisanat de ces régions d'organiser leurs services de développement économique respectifs de façon concertée et mutualisée. Au delà de l'optimisation des ressources, ce dispositif a également pour objectif de contribuer à la démarche de « bonne gouvernance » et de « transparence » demandée aux réseaux consulaires des métiers et, plus généralement, de susciter **l'émergence d'un véritable esprit de réseau et d'une stratégie au bénéfice des entreprises.**

Les chambres passent progressivement d'une logique de fonctionnement à une **logique de projet et de performance des actions au profit des entreprises artisanales**

D'après les données disponibles pour 2010, l'affectation de **la dotation totale** (12,52 M€ hors APCM) entre les domaines d'actions continue de **se recentrer vers deux priorités** :

- la **création, transmission et reprise d'entreprises** : 47% de la dotation ;
- la promotion des actions en faveur du **développement durable** : environnement, énergies renouvelables, maîtrise de l'énergie, maîtrise des risques, hygiène, santé... : 33% de la dotation.

Par ailleurs,

- la promotion de l'utilisation des TIC et les interventions des chambres relatives aux démarches Qualité représentent chacun 8% de la dotation en 2010 ;

enfin,

- les deux derniers domaines éligibles au dispositif (accessibilité des entreprises aux personnes handicapées et, innovation et compétitivité) progressent rapidement en nombre de CMA retenant ces domaines (respectivement 27 % et 21%) mais la part du budget et la part de la subvention évoluent plus modestement (2% chacun en 2010)

A titre exceptionnel une dotation de 2,3 M€ a été allouée en 2010 aux chambres de métiers et de l'artisanat par l'intermédiaire de l'APCMA pour financer les mesures d'accompagnement des auto-entrepreneurs. Le programme d'actions prévu reposait sur deux étapes : sensibilisation et accompagnement.

**L'EPARECA**  
**(ETABLISSEMENT PUBLIC NATIONAL D'AMENAGEMENT ET DE**  
**RESTRUCTURATION DES ESPACES COMMERCIAUX ET ARTISANAUX)**

1 - Instrument de la politique de la ville, l'Etablissement public national d'aménagement et de restructuration des espaces commerciaux et artisanaux (EPARECA) constitue une forme originale et exceptionnelle d'intervention économique de l'Etat au profit des centres commerciaux dégradés, dans le cadre de la politique nationale de revitalisation des quartiers en difficulté.

L'EPARECA a été créé par la loi du 14 novembre 1996 relative à la mise en œuvre du Pacte de relance pour la ville. Parmi ses différentes tutelles, le ministère en charge du commerce et de l'artisanat assure le rôle d'interlocuteur privilégié, d'autant qu'il en assume seul, depuis 2005, le financement par le biais du FISAC.

2 – Signature du Contrat d'objectifs et de moyens en 2009

L'EPARECA s'est doté d'un second Contrat d'Objectifs et de Moyens, qui porte sur la période 2009-2011, et a été signé en décembre 2009 par quatre ministres : MM Darcos, Novelli, Borloo et Mme Amara. Il prévoit la mise en production de 30 opérations, soit 9 en 2009, 10 en 2010 et 11 en 2011.

Pour la période 2009-2011, le Contrat d'objectifs et de moyens a fixé la dotation annuelle à 10,5 M€, montant alloué en 2009 et 2010.

Ce contrat, qui rappelle l'objet, l'intérêt à agir et les critères d'intervention de l'Etablissement, explicite son modèle économique, fixe des objectifs de développement durable ainsi qu'en matière de réduction du délai de réalisation des opérations et d'évaluation des centres réhabilités. Enfin, il fixe divers indicateurs (diversité commerciale, taux de vacance et de rotation, emplois créés et maintenus, délais de réalisation, taux de transformation.....) qui font l'objet d'un suivi.

3 - Chiffres clés :

Depuis l'année 1999, date de son fonctionnement effectif, l'EPARECA a été saisi par 235 villes de 336 demandes d'interventions.

En 2010, les demandes qui ont fait l'objet de réalisations opérationnelles sont réparties de la manière suivante :

9 opérations sont achevées et revendues ;

19 centres sont en exploitation totale ou partielle ;

35 centres sont en phase production ;

29 dossiers sont en phase de montage projet ;

2 dossiers sont actuellement au point mort ;

18 dossiers sont en attente ou en cours de traitement.

224 demandes ne feront pas l'objet d'un investissement pour des raisons diverses : choix d'une autre solution après expertise, sorties privées, demandes abandonnées ou inéligibles.

## **CIRCONSTANCES EXCEPTIONNELLES**

### **L'aide exceptionnelle suite à la tempête Xynthia**

La circulaire du 3 mars 2010 a institué un dispositif d'aide exceptionnelle du FISAC au bénéfice des entreprises commerciales, artisanales et de services, dont le chiffre d'affaires est inférieur à 1 M€, et sinistrées suite aux intempéries ayant affecté du 27 février au 1<sup>er</sup> mars 2010 les départements de Charente-Maritime, Deux Sèvres, Vendée et Vienne.

La circulaire du 19 mars 2010 élargit le champ d'intervention de la circulaire susvisée du 3 mars 2010 aux entreprises sinistrées implantées dans les communes des départements de la Gironde et de la Loire-Atlantique visées par l'arrêté du 11 mars 2010 portant reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle.

Ce dispositif, géré par les préfets de département, permet de financer les dépenses d'investissement liées à la restauration des locaux et de l'outil de travail (aide limitée à 8 000 €) et les pertes d'exploitation (aide limitée à 2000 €).

Ces deux circulaires ont été complétées par la circulaire du 11 mai 2010 qui autorise l'octroi à titre exceptionnel d'une avance aux entreprises sinistrées. Celle-ci ne peut excéder 4 000 € pour les dépenses d'investissement et 1 000 € pour les pertes d'exploitation. L'entreprise peut être admise au bénéfice de l'aide définitive du FISAC lorsque sont connus, d'une part, le préjudice réel qu'elle a subi et, d'autre part, le montant des indemnités et des aides qui lui ont été allouées par les assurances, par les collectivités territoriales ou par d'autres organismes. La somme versée au titre de l'avance vient en déduction de cette aide définitive.

Le montant des provisions constituées pour le financement de ces aides exceptionnelles représente une somme de 5,5 M€ (3,7 M€ pour la Charente-Maritime, 0,8 M€ pour la Vendée, 0,6 M€ pour la Loire-Atlantique, 0,3 M€ pour la Gironde, et 0,1 M€ pour la Vienne et les Deux-Sèvres).

### **L'aide exceptionnelle suite aux intempéries survenues dans le département du Var les 15 et 16 juin 2010**

La circulaire du 29 juin 2010 a institué un dispositif d'aide exceptionnelle du FISAC au bénéfice des entreprises commerciales, artisanales et de services, dont le chiffre d'affaires est inférieur à 1 M€, et sinistrées suite aux intempéries ayant affecté les 15 et 16 juin 2010 le département du Var.

Comme pour les entreprises victimes de la tempête Xynthia, ce dispositif, géré par le préfet de département, permet de financer les dépenses d'investissement liées à la restauration des locaux et de l'outil de travail (aide limitée à 8000 €) et les pertes d'exploitation (aide limitée à 2000 €).

La circulaire autorise également l'octroi à titre exceptionnel d'une avance aux entreprises sinistrées.

Le montant de la provision constituée pour le financement de ces aides exceptionnelles s'élève à 5 M€.

## METHODOLOGIE

Les données présentées dans ce rapport correspondent à l'état des opérations aidées par le FISAC en 2010. Les données utilisées sont celles disponibles à la date du 1<sup>er</sup> janvier 2011.

Les opérations urbaines et rurales de l'année 2010 sont comptabilisées au titre de cette période dès lors qu'elles ont été soumises à la signature du ministre.

Les différents types d'opération ont été regroupées pour obtenir une classification simple :

- opérations rurales pour les communes de moins de 3 000 habitants ;
- opérations urbaines au-delà de ce seuil, pour les projets associant les collectivités locales, les associations de commerçants et les chambres consulaires dans le cadre d'opérations intégrant tous les aspects d'une politique urbaine (transport, habitat, infrastructure, stationnement, accessibilité au centre-ville,...) ;
- actions de développement économique des Chambres de Métiers et de l'Artisanat ;
- actions en faveur de la diffusion de biens culturels ;
- « divers » concernant les actions pour lesquelles le FISAC est sollicité au titre des catastrophes naturelles ou accidentelles, pour des opérations sectorielles ou encore pour la réalisation d'études préalables aux opérations collectives.

Le cumul des opérations depuis l'origine du FISAC présente les opérations pour leur montant définitif (opérations soldées) et pour leur montant engagé (opérations en cours).

Trois présentations par région et par département sont effectuées pour l'année 2010 et pour l'ensemble de la période 1992 –2010.

- classement alphabétique ;
- classement en fonction du montant des subventions accordées ;
- classement en fonction du montant de subvention rapporté à la population de la collectivité.

**FISAC**  
**Année 2010**

**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC PAR TYPE D'OPERATIONS  
POUR L'ANNEE 2010  
(en euros)**

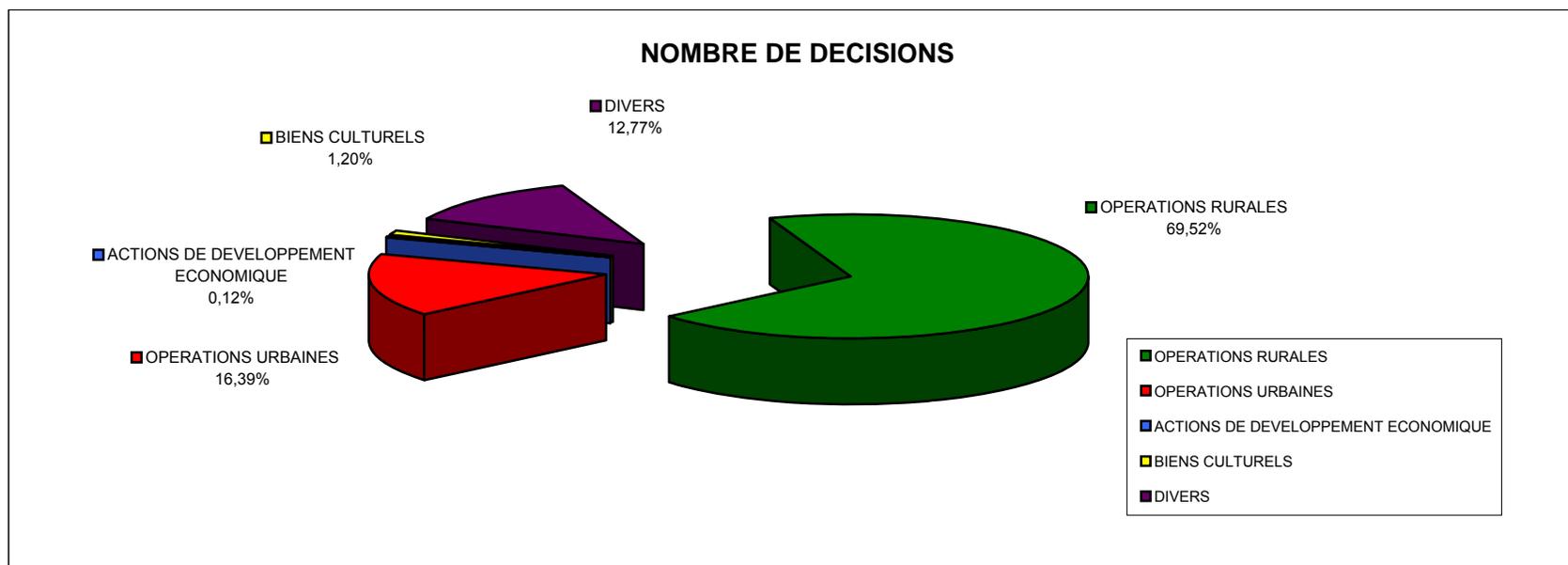
TYPE OPERATION	DECISIONS	FONCT	INVEST	TOTAL
OPERATIONS RURALES	577	2 835 943	24 063 993	26 899 936
OPERATIONS URBAINES	136	4 476 469	15 116 690	19 593 159
ACTIONS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	1	15 000 000	0	15 000 000
BIENS CULTURELS	10	2 841	140 928	143 769
DIVERS *	106	24 154 604	0	24 154 604
<b>TOTAL</b>	<b>830</b>	<b>46 469 857</b>	<b>39 321 611</b>	<b>85 791 468</b>

(\*) Opérations nationales diverses dont :

- dotation de l' EPARECA
- Intempéries
- études préalables
- dotation Outre-Mer, dont subventions accordées : Martinique (2,2 M€), Réunion (0,2 M€)

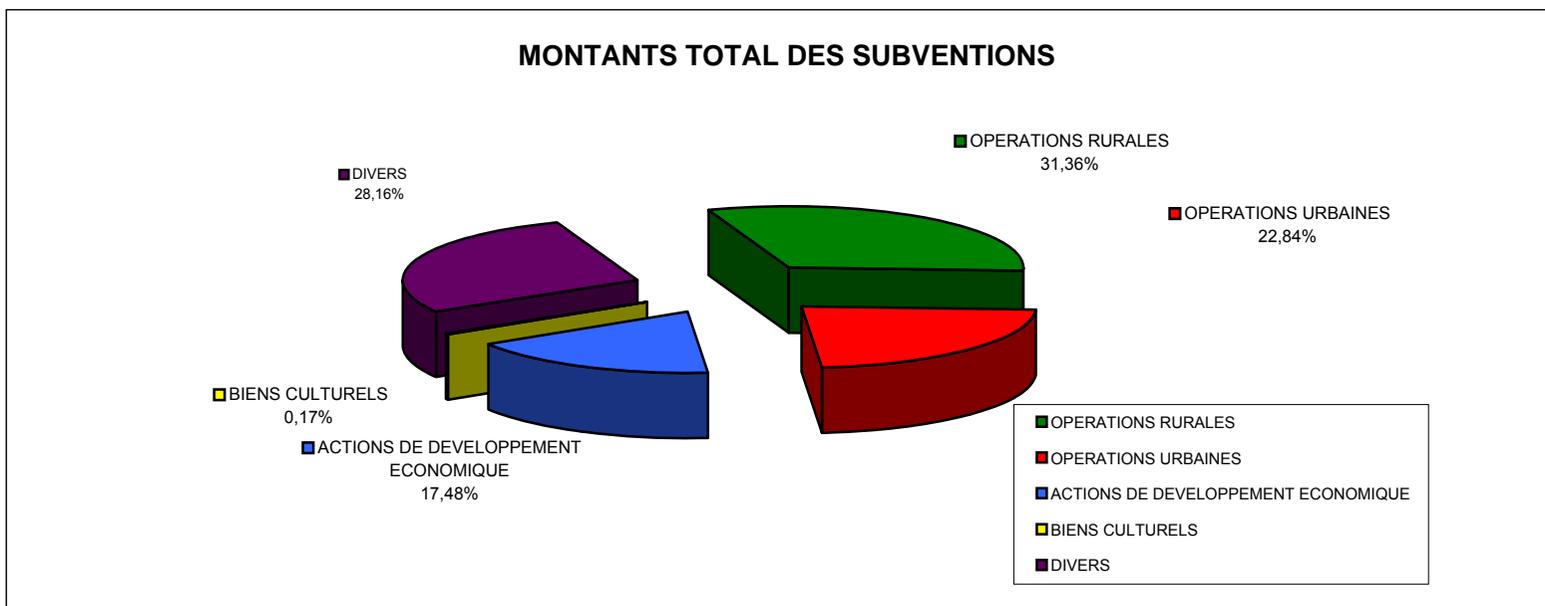
**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC PAR CATEGORIE D'OPERATION  
POUR L'ANNEE 2010  
(nombre de décisions)**

TYPE OPERATION	NOMBRE DE DECISIONS
OPERATIONS RURALES	577
OPERATIONS URBAINES	136
ACTIONS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	1
BIENS CULTURELS	10
DIVERS	106
<b>TOTAL</b>	<b>830</b>



**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC PAR CATEGORIE D'OPERATION  
POUR L'ANNEE 2010  
(en euros)**

TYPE OPERATION	MONTANT TOTAL DES SUBVENTIONS
OPERATIONS RURALES	26 899 936
OPERATIONS URBAINES	19 593 159
ACTIONS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	15 000 000
BIENS CULTURELS	143 769
DIVERS	24 154 604
<b>TOTAL</b>	<b>85 791 468</b>



**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS  
PAR TYPE D'OPERATION DETAILLE  
en 2010**

TYPE D'OPERATION	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE
<b>Opérations rurales</b>				
OPERATIONS RURALES INDIVIDUELLES	14 324 321	0	14 324 321	466
OPERATIONS COLLECTIVES DE MODERNISATION EN MILIEU RURAL	9 736 551	2 806 277	6 930 274	59
OPERATIONS D'AMENAGEMENT DANS LES COMMUNES RURALES	2 839 064	29 666	2 809 398	52
<b>Opérations urbaines</b>				
OPERATIONS URBAINES	18 949 064	4 411 461	14 537 603	133
OPERATIONS URBAINES EN ZUS OU ZFU	644 095	65 008	579 087	3
<b>Actions de développement économique des chambres de métiers</b>				
ACTIONS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	15 000 000	15 000 000	0	1
	0			
<b>Divers</b>				
	0			
ACTIONS COLLECTIVES SPECIFIQUES NATIONALES	23 180 000	23 180 000	0	13
BIENS CULTURELS	143 769	2 841	140 928	10
ETUDES	974 604	974 604	0	93
<b>TOTAL</b>	<b>85 791 468</b>	<b>46 469 857</b>	<b>39 321 611</b>	<b>830</b>

**Présentation**  
par  
région

**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR REGION**  
**TOUS TYPES D'OPERATION**  
**en 2010**  
**(classement alphabétique)**

REGION	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
ALSACE	1 040 347	195 859	844 488	21	1 734 145	0,60
AQUITAINE	5 793 304	986 640	4 806 664	66	2 908 359	1,99
AUVERGNE	788 885	24 860	764 025	20	1 308 878	0,60
BASSE-NORMANDIE	843 381	3 500	839 881	35	1 422 193	0,59
BOURGOGNE	915 417	246 584	668 833	24	1 610 067	0,57
BRETAGNE	4 490 977	918 263	3 572 714	72	2 906 197	1,55
CENTRE	3 949 614	704 917	3 244 697	39	2 440 329	1,62
CHAMPAGNE-ARDENNE	1 508 715	253 116	1 255 599	11	1 342 363	1,12
FRANCHE-COMTE	981 488	167 338	814 150	19	1 117 059	0,88
HAUTE-NORMANDIE	811 906	95 212	716 694	26	1 780 192	0,46
ILE-DE-FRANCE	4 347 243	951 888	3 395 355	47	10 952 011	0,40
LANGUEDOC-ROUSSILLON	1 306 772	257 816	1 048 956	31	2 295 648	0,57
LIMOUSIN	1 607 307	227 702	1 379 605	35	710 939	2,26
LORRAINE	1 991 312	414 894	1 576 418	32	2 310 376	0,86
MIDI-PYRENEES	2 240 356	371 038	1 869 318	43	2 551 687	0,88
NORD-PAS-DE-CALAIS	2 685 056	499 401	2 185 655	71	3 996 588	0,67
PAYS-DE-LA-LOIRE	1 259 063	92 825	1 166 238	31	3 222 061	0,39
PICARDIE	218 606	32 026	186 580	11	1 857 481	0,12
POITOU-CHARENTES	2 337 508	269 023	2 068 485	51	1 640 068	1,43
PROVENCE-ALPES-COTE-D'AZUR	688 552	176 153	512 399	21	4 506 151	0,15
RHONE-ALPES	7 686 024	1 400 802	6 285 222	108	5 645 407	1,36
<b>TOTAL</b>	<b>47 491 833</b>	<b>8 289 857</b>	<b>39 201 976</b>	<b>814</b>		

*Hors dotations Epareca, actions de développement économiques, Dom et opérations spécifiques nationales*

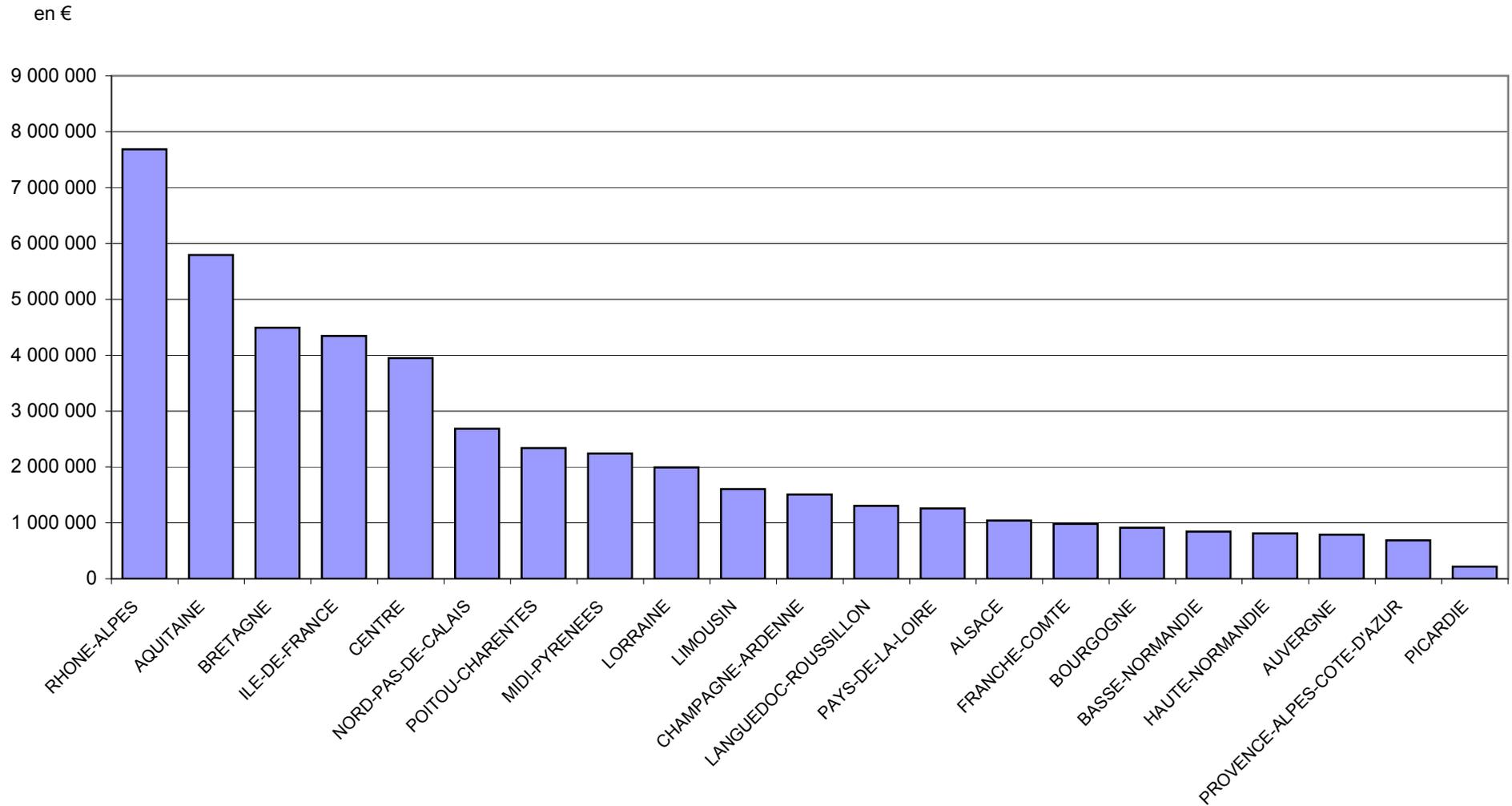
**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR REGION**  
**TOUS TYPES D'OPERATION\***  
**en 2010**

(classement par montant de subvention)

REGION	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
RHONE-ALPES	7 686 024	1 400 802	6 285 222	108	5 645 407	1,36
AQUITAINE	5 793 304	986 640	4 806 664	66	2 908 359	1,99
BRETAGNE	4 490 977	918 263	3 572 714	72	2 906 197	1,55
ILE-DE-FRANCE	4 347 243	951 888	3 395 355	47	10 952 011	0,40
CENTRE	3 949 614	704 917	3 244 697	39	2 440 329	1,62
NORD-PAS-DE-CALAIS	2 685 056	499 401	2 185 655	71	3 996 588	0,67
POITOU-CHARENTES	2 337 508	269 023	2 068 485	51	1 640 068	1,43
MIDI-PYRENEES	2 240 356	371 038	1 869 318	43	2 551 687	0,88
LORRAINE	1 991 312	414 894	1 576 418	32	2 310 376	0,86
LIMOUSIN	1 607 307	227 702	1 379 605	35	710 939	2,26
CHAMPAGNE-ARDENNE	1 508 715	253 116	1 255 599	11	1 342 363	1,12
LANGUEDOC-ROUSSILLON	1 306 772	257 816	1 048 956	31	2 295 648	0,57
PAYS-DE-LA-LOIRE	1 259 063	92 825	1 166 238	31	3 222 061	0,39
ALSACE	1 040 347	195 859	844 488	21	1 734 145	0,60
FRANCHE-COMTE	981 488	167 338	814 150	19	1 117 059	0,88
BOURGOGNE	915 417	246 584	668 833	24	1 610 067	0,57
BASSE-NORMANDIE	843 381	3 500	839 881	35	1 422 193	0,59
HAUTE-NORMANDIE	811 906	95 212	716 694	26	1 780 192	0,46
AUVERGNE	788 885	24 860	764 025	20	1 308 878	0,60
PROVENCE-ALPES-COTE-D'AZUR	688 552	176 153	512 399	21	4 506 151	0,15
PICARDIE	218 606	32 026	186 580	11	1 857 481	0,12
<b>TOTAL</b>	<b>47 491 833</b>	<b>8 289 857</b>	<b>39 201 976</b>	<b>814</b>		

*Hors dotations Epareca, actions de développement économiques, Dom et opérations spécifiques nationales*

**Montant cumulé des subventions FISAC  
par région en 2010  
(en euros)**



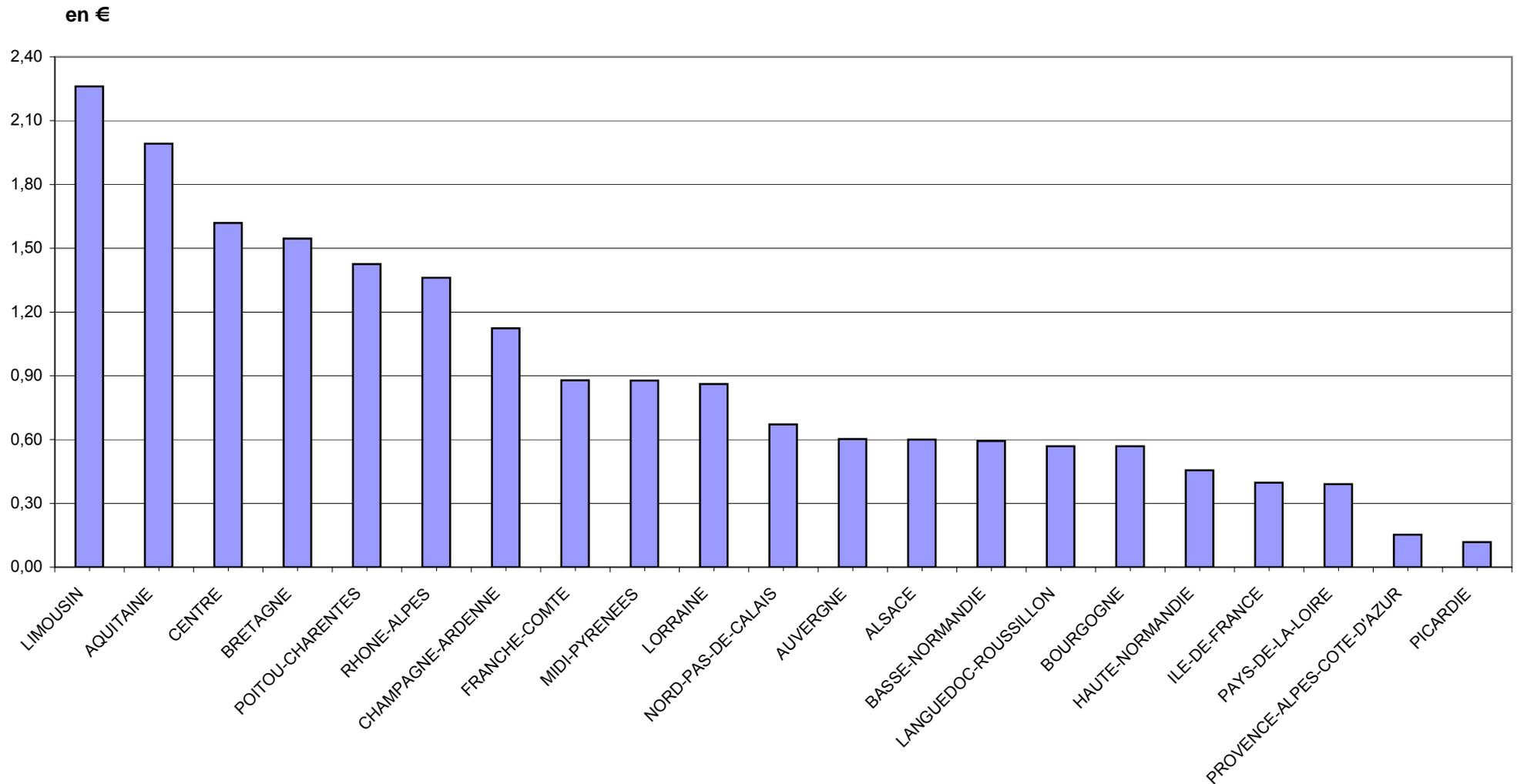
**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR REGION**  
**TOUS TYPES D'OPERATION\***  
**en 2010**

(classement en fonction du montant de subvention par habitant )

REGION	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
LIMOUSIN	1 607 307	227 702	1 379 605	35	710 939	2,26
AQUITAINE	5 793 304	986 640	4 806 664	66	2 908 359	1,99
CENTRE	3 949 614	704 917	3 244 697	39	2 440 329	1,62
BRETAGNE	4 490 977	918 263	3 572 714	72	2 906 197	1,55
POITOU-CHARENTES	2 337 508	269 023	2 068 485	51	1 640 068	1,43
RHONE-ALPES	7 686 024	1 400 802	6 285 222	108	5 645 407	1,36
CHAMPAGNE-ARDENNE	1 508 715	253 116	1 255 599	11	1 342 363	1,12
FRANCHE-COMTE	981 488	167 338	814 150	19	1 117 059	0,88
MIDI-PYRENEES	2 240 356	371 038	1 869 318	43	2 551 687	0,88
LORRAINE	1 991 312	414 894	1 576 418	32	2 310 376	0,86
NORD-PAS-DE-CALAIS	2 685 056	499 401	2 185 655	71	3 996 588	0,67
AUVERGNE	788 885	24 860	764 025	20	1 308 878	0,60
ALSACE	1 040 347	195 859	844 488	21	1 734 145	0,60
BASSE-NORMANDIE	843 381	3 500	839 881	35	1 422 193	0,59
LANGUEDOC-ROUSSILLON	1 306 772	257 816	1 048 956	31	2 295 648	0,57
BOURGOGNE	915 417	246 584	668 833	24	1 610 067	0,57
HAUTE-NORMANDIE	811 906	95 212	716 694	26	1 780 192	0,46
ILE-DE-FRANCE	4 347 243	951 888	3 395 355	47	10 952 011	0,40
PAYS-DE-LA-LOIRE	1 259 063	92 825	1 166 238	31	3 222 061	0,39
PROVENCE-ALPES-COTE-D'AZUR	688 552	176 153	512 399	21	4 506 151	0,15
PICARDIE	218 606	32 026	186 580	11	1 857 481	0,12
<b>TOTAL</b>	<b>47 491 833</b>	<b>8 289 857</b>	<b>39 201 976</b>	<b>814</b>		

*Hors dotations Epareca, actions de développement économiques, Dom et opérations spécifiques nationales*

**Subventions FISAC  
par région en 2010  
(montant par habitant)**



**Présentation  
par  
département**

**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT**  
**TOUS TYPES D'OPERATION\***  
**en 2010**  
**(classement alphabétique)**

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
AIN	01	481 584	0	481 584	17	515 270	0,93
ALLIER	03	440 469	0	440 469	7	344 721	1,28
ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE	04	120 355	0	120 355	10	139 561	0,86
ALPES-MARITIMES	06	113 751	61 251	52 500	2	1 011 326	0,11
ARDECHE	07	1 751 586	444 721	1 306 865	19	286 023	6,12
ARDENNES	08	91 899	0	91 899	1	290 130	0,32
ARIEGE	09	523 497	161 864	361 633	3	137 205	3,82
AUBE	10	527 150	106 350	420 800	3	292 131	1,80
AUDE	11	121 234	7 500	113 734	6	309 770	0,39
AVEYRON	12	226 031	15 250	210 781	4	263 808	0,86
BOUCHES-DU-RHONE	13	194 445	55 225	139 220	3	1 835 719	0,11
CALVADOS	14	163 584	0	163 584	14	648 385	0,25
CANTAL	15	114 256	4 860	109 396	4	150 778	0,76
CHARENTE	16	691 428	122 295	569 133	12	339 628	2,04
CHARENTE-MARITIME	17	374 338	2 480	371 858	9	557 024	0,67
CHER	18	906 840	41 225	865 615	10	314 428	2,88
CORREZE	19	671 919	102 763	569 156	9	232 576	2,89
COTE-D'OR	21	439 159	184 544	254 615	10	506 755	0,87
COTES-D'ARMOR	22	784 113	215 878	568 235	12	542 373	1,45
CREUSE	23	679 079	69 854	609 225	14	124 470	5,46
DORDOGNE	24	1 040 866	63 829	977 037	18	388 293	2,68
DOUBS	25	103 283	15 000	88 283	8	499 062	0,21
DROME	26	668 231	143 705	524 526	16	437 778	1,53
EURE	27	355 904	8 350	347 554	10	541 054	0,66
EURE-ET-LOIR	28	621 568	126 099	495 469	9	407 665	1,52
FINISTERE	29	1 911 940	424 696	1 487 244	22	852 418	2,24
GARD	30	510 782	228 943	281 839	7	623 125	0,82
HAUTE-GARONNE	31	230 414	80 965	149 449	3	1 046 338	0,22
GERS	32	152 811	18 500	134 311	5	172 335	0,89
GIRONDE	33	2 325 142	412 008	1 913 134	19	1 287 334	1,81
HERAULT	34	157 222	0	157 222	4	896 441	0,18

**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT**  
**TOUS TYPES D'OPERATION\***  
**en 2010**  
**(classement alphabétique)**

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
ILLE-ET-VILAINE	35	851 572	139 499	712 073	16	867 533	0,98
INDRE	36	629 650	101 037	528 613	6	231 139	2,72
INDRE-ET-LOIRE	37	795 883	177 419	618 464	5	554 003	1,44
ISERE	38	737 816	140 784	597 032	11	1 094 006	0,67
JURA	39	369 884	32 939	336 945	5	250 857	1,47
LANDES	40	581 271	114 389	466 882	12	327 334	1,78
LOIRE	42	352 627	20 000	332 627	7	728 524	0,48
HAUTE-LOIRE	43	78 849	20 000	58 849	5	209 113	0,38
LOIRE-ATLANTIQUE	44	288 750	23 490	265 260	5	1 134 266	0,25
LOIRET	45	995 673	259 137	736 536	9	618 126	1,61
LOT	46	282 194	7 500	274 694	6	160 197	1,76
LOT-ET-GARONNE	47	864 568	121 877	742 691	7	305 380	2,83
LOZERE	48	38 580	0	38 580	3	73 509	0,52
MAINE-ET-LOIRE	49	583 736	54 335	529 401	6	732 942	0,80
MANCHE	50	129 556	0	129 556	3	481 471	0,27
MARNE	51	889 666	146 766	742 900	7	565 229	1,57
MAYENNE	53	69 849	0	69 849	6	285 338	0,24
MEURTHE-ET-MOSELLE	54	938 146	257 862	680 284	12	713 779	1,31
MEUSE	55	364 093	65 817	298 276	10	192 198	1,89
MORBIHAN	56	943 352	138 190	805 162	22	643 873	1,47
MOSELLE	57	514 276	91 215	423 061	7	1 023 447	0,50
NIEVRE	58	96 730	39 373	57 357	3	225 198	0,43
NORD	59	1 354 163	348 999	1 005 164	43	2 555 020	0,53
OISE	60	79 017	32 026	46 991	6	766 441	0,10
ORNE	61	550 241	3 500	546 741	18	292 337	1,88
PAS-DE-CALAIS	62	1 330 893	150 402	1 180 491	28	1 441 568	0,92
PUY-DE-DOME	63	155 311	0	155 311	4	604 266	0,26
PYRENEES-ATLANTIQUES	64	981 457	274 537	706 920	10	600 018	1,64
HAUTES-PYRENEES	65	465 494	54 434	411 060	5	222 368	2,09
PYRENEES-ORIENTALES	66	478 954	21 373	457 581	11	392 803	1,22
BAS-RHIN	67	431 278	139 968	291 310	10	1 026 120	0,42

**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT**  
**TOUS TYPES D'OPERATION\***  
**en 2010**  
**(classement alphabétique)**

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
HAUT-RHIN	68	609 069	55 891	553 178	11	708 025	0,86
RHONE	69	1 308 512	203 916	1 104 596	17	1 578 869	0,83
HAUTE-SAONE	70	495 069	106 147	388 922	5	229 732	2,15
SAONE-ET-LOIRE	71	227 925	0	227 925	6	544 893	0,42
SARTHE	72	187 167	0	187 167	7	529 851	0,35
SAVOIE	73	769 689	222 162	547 527	9	373 258	2,06
HAUTE-SAVOIE	74	1 615 979	225 514	1 390 465	12	631 679	2,56
PARIS	75	1 917	0	1 917	1	2 125 246	0,00
SEINE-MARITIME	76	456 002	86 862	369 140	16	1 239 138	0,37
SEINE-ET-MARNE	77	400 054	83 765	316 289	10	1 193 767	0,34
YVELINES	78	670 610	85 807	584 803	6	1 354 304	0,50
DEUX-SEVRES	79	503 522	111 090	392 432	8	344 392	1,46
SOMME	80	139 589	0	139 589	5	555 551	0,25
TARN	81	237 187	15 875	221 312	14	343 402	0,69
TARN-ET-GARONNE	82	122 728	16 650	106 078	3	206 034	0,60
VAR	83	238 121	59 677	178 444	5	898 441	0,27
VAUCLUSE	84	21 880	0	21 880	1	499 685	0,04
VENDEE	85	129 561	15 000	114 561	7	539 664	0,24
VIENNE	86	768 220	33 158	735 062	22	399 024	1,93
HAUTE-VIENNE	87	256 309	55 085	201 224	12	353 893	0,72
VOSGES	88	174 797	0	174 797	3	380 952	0,46
YONNE	89	151 603	22 667	128 936	5	333 221	0,45
TERRITOIRE-DE-BELFORT	90	13 252	13 252	0	1	137 408	0,10
ESSONNE	91	600 388	203 854	396 534	6	1 134 238	0,53
HAUTS-DE-SEINE	92	757 214	250 473	506 741	6	1 428 881	0,53
SEINE-SAINT-DENIS	93	478 118	110 615	367 503	5	1 382 861	0,35
VAL-DE-MARNE	94	932 124	164 099	768 025	6	1 227 250	0,76
VAL-D'OISE	95	506 818	53 275	453 543	7	1 105 464	0,46
<b>TOTAL</b>		<b>47 491 833</b>	<b>8 289 857</b>	<b>39 201 976</b>	<b>814</b>		

(\* ) Hors dotations Epareca et Actions de développement économique, Dom et Opérations spécifiques nationales

**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT**  
**TOUS TYPES D'OPERATION\***  
**en 2010**  
**(classement par montant de subvention)**

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
GIRONDE	33	2 325 142	412 008	1 913 134	19	1 287 334	1,81
FINISTERE	29	1 911 940	424 696	1 487 244	22	852 418	2,24
ARDECHE	07	1 751 586	444 721	1 306 865	19	286 023	6,12
HAUTE-SAVOIE	74	1 615 979	225 514	1 390 465	12	631 679	2,56
NORD	59	1 354 163	348 999	1 005 164	43	2 555 020	0,53
PAS-DE-CALAIS	62	1 330 893	150 402	1 180 491	28	1 441 568	0,92
RHONE	69	1 308 512	203 916	1 104 596	17	1 578 869	0,83
DORDOGNE	24	1 040 866	63 829	977 037	18	388 293	2,68
LOIRET	45	995 673	259 137	736 536	9	618 126	1,61
PYRENEES-ATLANTIQUES	64	981 457	274 537	706 920	10	600 018	1,64
MORBIHAN	56	943 352	138 190	805 162	22	643 873	1,47
MEURTHE-ET-MOSELLE	54	938 146	257 862	680 284	12	713 779	1,31
VAL-DE-MARNE	94	932 124	164 099	768 025	6	1 227 250	0,76
CHER	18	906 840	41 225	865 615	10	314 428	2,88
MARNE	51	889 666	146 766	742 900	7	565 229	1,57
LOT-ET-GARONNE	47	864 568	121 877	742 691	7	305 380	2,83
ILLE-ET-VILAINE	35	851 572	139 499	712 073	16	867 533	0,98
INDRE-ET-LOIRE	37	795 883	177 419	618 464	5	554 003	1,44
COTES-D'ARMOR	22	784 113	215 878	568 235	12	542 373	1,45
SAVOIE	73	769 689	222 162	547 527	9	373 258	2,06
VIENNE	86	768 220	33 158	735 062	22	399 024	1,93
HAUTS-DE-SEINE	92	757 214	250 473	506 741	6	1 428 881	0,53
ISERE	38	737 816	140 784	597 032	11	1 094 006	0,67
CHARENTE	16	691 428	122 295	569 133	12	339 628	2,04
CREUSE	23	679 079	69 854	609 225	14	124 470	5,46
CORREZE	19	671 919	102 763	569 156	9	232 576	2,89
YVELINES	78	670 610	85 807	584 803	6	1 354 304	0,50
DROME	26	668 231	143 705	524 526	16	437 778	1,53
INDRE	36	629 650	101 037	528 613	6	231 139	2,72
EURE-ET-LOIR	28	621 568	126 099	495 469	9	407 665	1,52
HAUT-RHIN	68	609 069	55 891	553 178	11	708 025	0,86

**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT**  
**TOUS TYPES D'OPERATION\***  
**en 2010**  
**(classement par montant de subvention)**

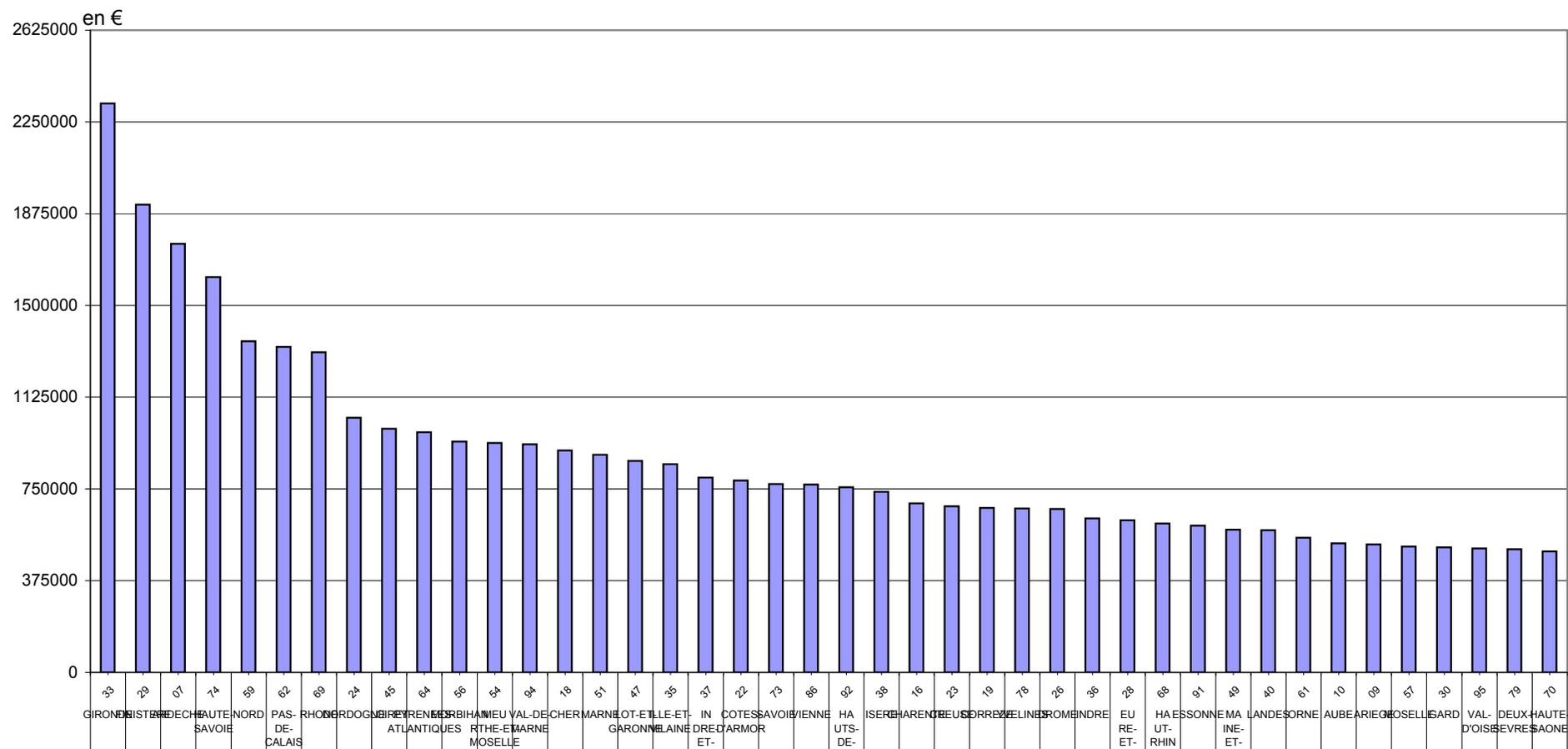
DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
ESSONNE	91	600 388	203 854	396 534	6	1 134 238	0,53
MAINE-ET-LOIRE	49	583 736	54 335	529 401	6	732 942	0,80
LANDES	40	581 271	114 389	466 882	12	327 334	1,78
ORNE	61	550 241	3 500	546 741	18	292 337	1,88
AUBE	10	527 150	106 350	420 800	3	292 131	1,80
ARIEGE	09	523 497	161 864	361 633	3	137 205	3,82
MOSELLE	57	514 276	91 215	423 061	7	1 023 447	0,50
GARD	30	510 782	228 943	281 839	7	623 125	0,82
VAL-D'OISE	95	506 818	53 275	453 543	7	1 105 464	0,46
DEUX-SEVRES	79	503 522	111 090	392 432	8	344 392	1,46
HAUTE-SAONE	70	495 069	106 147	388 922	5	229 732	2,15
AIN	01	481 584	0	481 584	17	515 270	0,93
PYRENEES-ORIENTALES	66	478 954	21 373	457 581	11	392 803	1,22
SEINE-SAINT-DENIS	93	478 118	110 615	367 503	5	1 382 861	0,35
HAUTES-PYRENEES	65	465 494	54 434	411 060	5	222 368	2,09
SEINE-MARITIME	76	456 002	86 862	369 140	16	1 239 138	0,37
ALLIER	03	440 469	0	440 469	7	344 721	1,28
COTE-D'OR	21	439 159	184 544	254 615	10	506 755	0,87
BAS-RHIN	67	431 278	139 968	291 310	10	1 026 120	0,42
SEINE-ET-MARNE	77	400 054	83 765	316 289	10	1 193 767	0,34
CHARENTE-MARITIME	17	374 338	2 480	371 858	9	557 024	0,67
JURA	39	369 884	32 939	336 945	5	250 857	1,47
MEUSE	55	364 093	65 817	298 276	10	192 198	1,89
EURE	27	355 904	8 350	347 554	10	541 054	0,66
LOIRE	42	352 627	20 000	332 627	7	728 524	0,48
LOIRE-ATLANTIQUE	44	288 750	23 490	265 260	5	1 134 266	0,25
LOT	46	282 194	7 500	274 694	6	160 197	1,76
HAUTE-VIENNE	87	256 309	55 085	201 224	12	353 893	0,72
VAR	83	238 121	59 677	178 444	5	898 441	0,27
TARN	81	237 187	15 875	221 312	14	343 402	0,69
HAUTE-GARONNE	31	230 414	80 965	149 449	3	1 046 338	0,22

**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT**  
**TOUS TYPES D'OPERATION\***  
**en 2010**  
**(classement par montant de subvention)**

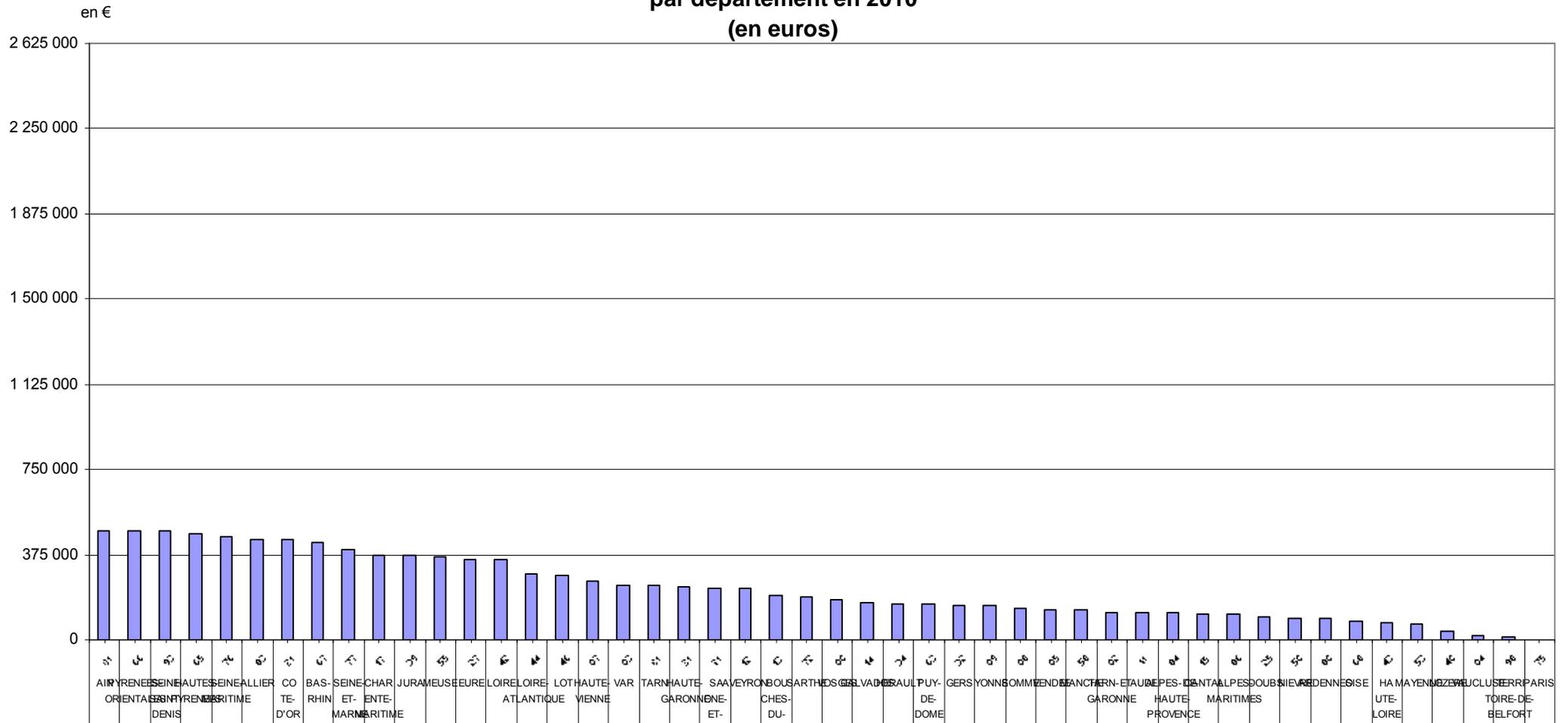
DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
SAONE-ET-LOIRE	71	227 925	0	227 925	6	544 893	0,42
AVEYRON	12	226 031	15 250	210 781	4	263 808	0,86
BOUCHES-DU-RHONE	13	194 445	55 225	139 220	3	1 835 719	0,11
SARTHE	72	187 167	0	187 167	7	529 851	0,35
VOSGES	88	174 797	0	174 797	3	380 952	0,46
CALVADOS	14	163 584	0	163 584	14	648 385	0,25
HERAULT	34	157 222	0	157 222	4	896 441	0,18
PUY-DE-DOME	63	155 311	0	155 311	4	604 266	0,26
GERS	32	152 811	18 500	134 311	5	172 335	0,89
YONNE	89	151 603	22 667	128 936	5	333 221	0,45
SOMME	80	139 589	0	139 589	5	555 551	0,25
VENDEE	85	129 561	15 000	114 561	7	539 664	0,24
MANCHE	50	129 556	0	129 556	3	481 471	0,27
TARN-ET-GARONNE	82	122 728	16 650	106 078	3	206 034	0,60
AUDE	11	121 234	7 500	113 734	6	309 770	0,39
ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE	04	120 355	0	120 355	10	139 561	0,86
CANTAL	15	114 256	4 860	109 396	4	150 778	0,76
ALPES-MARITIMES	06	113 751	61 251	52 500	2	1 011 326	0,11
DOUBS	25	103 283	15 000	88 283	8	499 062	0,21
NIEVRE	58	96 730	39 373	57 357	3	225 198	0,43
ARDENNES	08	91 899	0	91 899	1	290 130	0,32
OISE	60	79 017	32 026	46 991	6	766 441	0,10
HAUTE-LOIRE	43	78 849	20 000	58 849	5	209 113	0,38
MAYENNE	53	69 849	0	69 849	6	285 338	0,24
LOZERE	48	38 580	0	38 580	3	73 509	0,52
VAUCLUSE	84	21 880	0	21 880	1	499 685	0,04
TERRITOIRE-DE-BELFORT	90	13 252	13 252	0	1	137 408	0,10
PARIS	75	1 917	0	1 917	1	2 125 246	0,00
<b>TOTAL</b>		<b>47 491 833</b>	<b>8 289 857</b>	<b>39 201 976</b>	<b>814</b>		

(\*) Hors dotations Epareca et Actions de développement économique, Dom et Opérations spécifiques nationales

**Montant cumulé des subventions FISAC  
par département en 2010  
(en euros)**



### Montant cumulé des subventions FISAC par département en 2010 (en euros)



**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT**  
**TOUS TYPES D'OPERATION\***  
**en 2010**

(classement en fonction du montant de subvention par habitant)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
ARDECHE	07	1 751 586	444 721	1 306 865	19	286 023	6,12
CREUSE	23	679 079	69 854	609 225	14	124 470	5,46
ARIEGE	09	523 497	161 864	361 633	3	137 205	3,82
CORREZE	19	671 919	102 763	569 156	9	232 576	2,89
CHER	18	906 840	41 225	865 615	10	314 428	2,88
LOT-ET-GARONNE	47	864 568	121 877	742 691	7	305 380	2,83
INDRE	36	629 650	101 037	528 613	6	231 139	2,72
DORDOGNE	24	1 040 866	63 829	977 037	18	388 293	2,68
HAUTE-SAVOIE	74	1 615 979	225 514	1 390 465	12	631 679	2,56
FINISTERE	29	1 911 940	424 696	1 487 244	22	852 418	2,24
HAUTE-SAONE	70	495 069	106 147	388 922	5	229 732	2,15
HAUTES-PYRENEES	65	465 494	54 434	411 060	5	222 368	2,09
SAVOIE	73	769 689	222 162	547 527	9	373 258	2,06
CHARENTE	16	691 428	122 295	569 133	12	339 628	2,04
VIENNE	86	768 220	33 158	735 062	22	399 024	1,93
MEUSE	55	364 093	65 817	298 276	10	192 198	1,89
ORNE	61	550 241	3 500	546 741	18	292 337	1,88
GIRONDE	33	2 325 142	412 008	1 913 134	19	1 287 334	1,81
AUBE	10	527 150	106 350	420 800	3	292 131	1,80
LANDES	40	581 271	114 389	466 882	12	327 334	1,78
LOT	46	282 194	7 500	274 694	6	160 197	1,76
PYRENEES-ATLANTIQUES	64	981 457	274 537	706 920	10	600 018	1,64
LOIRET	45	995 673	259 137	736 536	9	618 126	1,61
MARNE	51	889 666	146 766	742 900	7	565 229	1,57
DROME	26	668 231	143 705	524 526	16	437 778	1,53
EURE-ET-LOIR	28	621 568	126 099	495 469	9	407 665	1,52
JURA	39	369 884	32 939	336 945	5	250 857	1,47
MORBIHAN	56	943 352	138 190	805 162	22	643 873	1,47
DEUX-SEVRES	79	503 522	111 090	392 432	8	344 392	1,46
COTES-D'ARMOR	22	784 113	215 878	568 235	12	542 373	1,45
INDRE-ET-LOIRE	37	795 883	177 419	618 464	5	554 003	1,44

**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT**  
**TOUS TYPES D'OPERATION\***  
**en 2010**

(classement en fonction du montant de subvention par habitant)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
MEURTHE-ET-MOSELLE	54	938 146	257 862	680 284	12	713 779	1,31
ALLIER	03	440 469	0	440 469	7	344 721	1,28
PYRENEES-ORIENTALES	66	478 954	21 373	457 581	11	392 803	1,22
ILLE-ET-VILAINE	35	851 572	139 499	712 073	16	867 533	0,98
AIN	01	481 584	0	481 584	17	515 270	0,93
PAS-DE-CALAIS	62	1 330 893	150 402	1 180 491	28	1 441 568	0,92
GERS	32	152 811	18 500	134 311	5	172 335	0,89
COTE-D'OR	21	439 159	184 544	254 615	10	506 755	0,87
ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE	04	120 355	0	120 355	10	139 561	0,86
HAUT-RHIN	68	609 069	55 891	553 178	11	708 025	0,86
AVEYRON	12	226 031	15 250	210 781	4	263 808	0,86
RHONE	69	1 308 512	203 916	1 104 596	17	1 578 869	0,83
GARD	30	510 782	228 943	281 839	7	623 125	0,82
MAINE-ET-LOIRE	49	583 736	54 335	529 401	6	732 942	0,80
VAL-DE-MARNE	94	932 124	164 099	768 025	6	1 227 250	0,76
CANTAL	15	114 256	4 860	109 396	4	150 778	0,76
HAUTE-VIENNE	87	256 309	55 085	201 224	12	353 893	0,72
TARN	81	237 187	15 875	221 312	14	343 402	0,69
ISERE	38	737 816	140 784	597 032	11	1 094 006	0,67
CHARENTE-MARITIME	17	374 338	2 480	371 858	9	557 024	0,67
EURE	27	355 904	8 350	347 554	10	541 054	0,66
TARN-ET-GARONNE	82	122 728	16 650	106 078	3	206 034	0,60
NORD	59	1 354 163	348 999	1 005 164	43	2 555 020	0,53
HAUTS-DE-SEINE	92	757 214	250 473	506 741	6	1 428 881	0,53
ESSONNE	91	600 388	203 854	396 534	6	1 134 238	0,53
LOZERE	48	38 580	0	38 580	3	73 509	0,52
MOSELLE	57	514 276	91 215	423 061	7	1 023 447	0,50
YVELINES	78	670 610	85 807	584 803	6	1 354 304	0,50
LOIRE	42	352 627	20 000	332 627	7	728 524	0,48
VOSGES	88	174 797	0	174 797	3	380 952	0,46
VAL-D'OISE	95	506 818	53 275	453 543	7	1 105 464	0,46

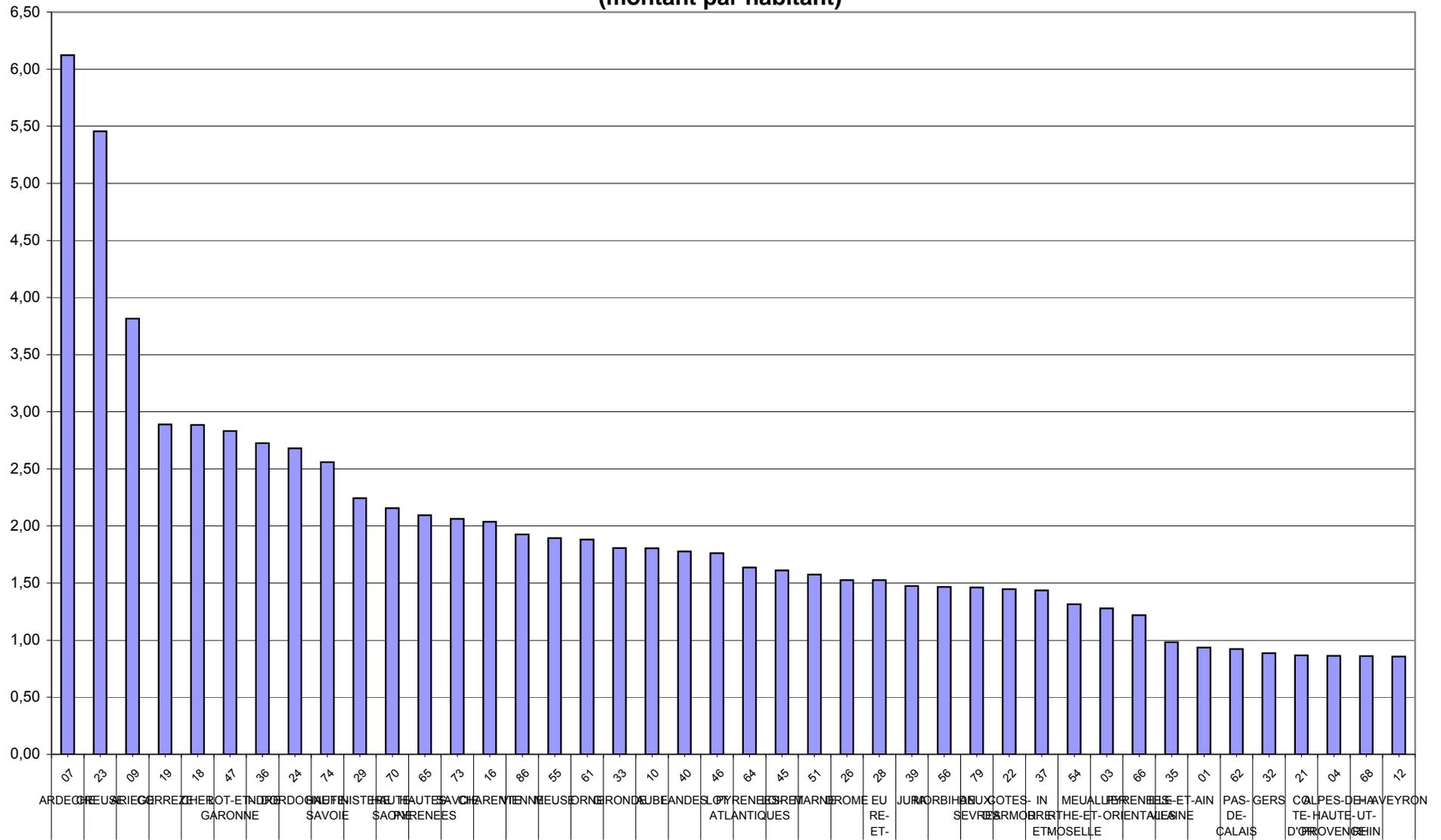
**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT**  
**TOUS TYPES D'OPERATION\***  
**en 2010**

(classement en fonction du montant de subvention par habitant)

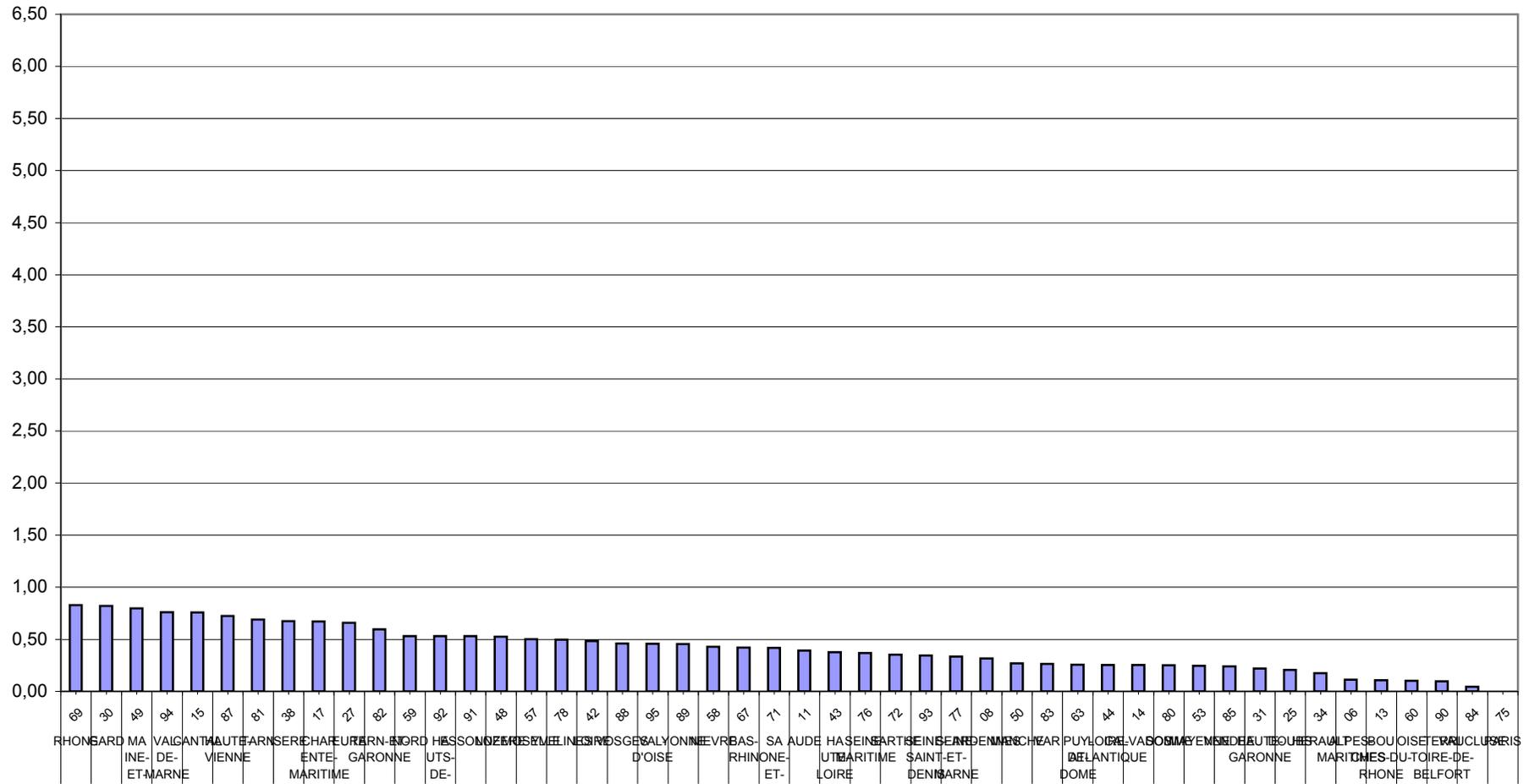
DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
YONNE	89	151 603	22 667	128 936	5	333 221	0,45
NIEVRE	58	96 730	39 373	57 357	3	225 198	0,43
BAS-RHIN	67	431 278	139 968	291 310	10	1 026 120	0,42
SAONE-ET-LOIRE	71	227 925	0	227 925	6	544 893	0,42
AUDE	11	121 234	7 500	113 734	6	309 770	0,39
HAUTE-LOIRE	43	78 849	20 000	58 849	5	209 113	0,38
SEINE-MARITIME	76	456 002	86 862	369 140	16	1 239 138	0,37
SARTHE	72	187 167	0	187 167	7	529 851	0,35
SEINE-SAINT-DENIS	93	478 118	110 615	367 503	5	1 382 861	0,35
SEINE-ET-MARNE	77	400 054	83 765	316 289	10	1 193 767	0,34
ARDENNES	08	91 899	0	91 899	1	290 130	0,32
MANCHE	50	129 556	0	129 556	3	481 471	0,27
VAR	83	238 121	59 677	178 444	5	898 441	0,27
PUY-DE-DOME	63	155 311	0	155 311	4	604 266	0,26
LOIRE-ATLANTIQUE	44	288 750	23 490	265 260	5	1 134 266	0,25
CALVADOS	14	163 584	0	163 584	14	648 385	0,25
SOMME	80	139 589	0	139 589	5	555 551	0,25
MAYENNE	53	69 849	0	69 849	6	285 338	0,24
VENDEE	85	129 561	15 000	114 561	7	539 664	0,24
HAUTE-GARONNE	31	230 414	80 965	149 449	3	1 046 338	0,22
DOUBS	25	103 283	15 000	88 283	8	499 062	0,21
HERAULT	34	157 222	0	157 222	4	896 441	0,18
ALPES-MARITIMES	06	113 751	61 251	52 500	2	1 011 326	0,11
BOUCHES-DU-RHONE	13	194 445	55 225	139 220	3	1 835 719	0,11
OISE	60	79 017	32 026	46 991	6	766 441	0,10
TERRITOIRE-DE-BELFORT	90	13 252	13 252	0	1	137 408	0,10
VAUCLUSE	84	21 880	0	21 880	1	499 685	0,04
PARIS	75	1 917	0	1 917	1	2 125 246	0,00
<b>TOTAL</b>		<b>47 491 833</b>	<b>8 289 857</b>	<b>39 201 976</b>	<b>814</b>		

(\*) Hors dotations Epareca et Actions de développement économique, Dom et Opérations spécifiques nationales

**Subventions FISAC  
par département en 2010  
(montant par habitant)**



**Subventions FISAC  
par département en 2010  
(montant par habitant)**



**FISAC**  
**Synthèses**  
**1992-2010**

---

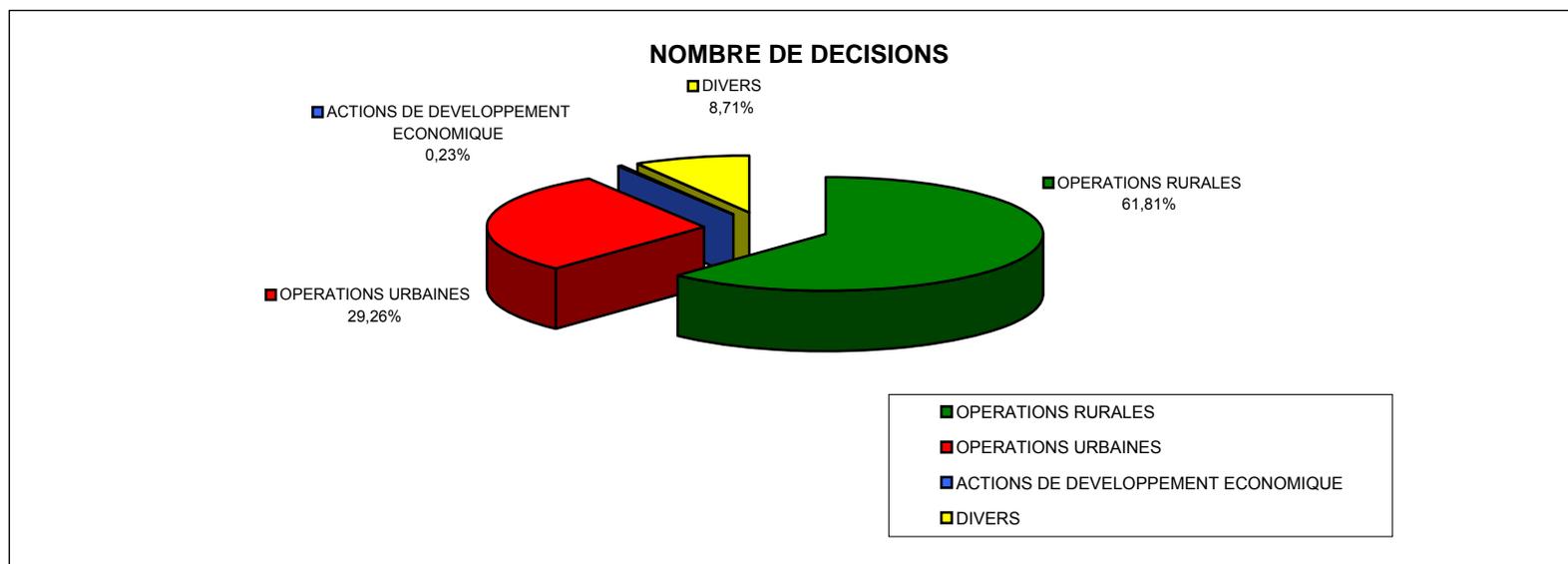
**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC PAR TYPE D'OPERATION**  
**de 1992 à 2010**  
**(en euros)**

---

TYPE OPERATION	DECISIONS	FONCT	INVEST	TOTAL
OPERATIONS RURALES	8 712	47 640 015	275 514 551	323 154 566
OPERATIONS URBAINES	4 124	142 801 064	306 545 860	449 346 924
ACTIONS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	32	227 462 244	0	227 462 244
DIVERS	1 227	146 323 011	31 353 716	177 676 727
<b>TOTAL</b>	<b>14 095</b>	<b>564 226 334</b>	<b>613 414 127</b>	<b>1 177 640 461</b>

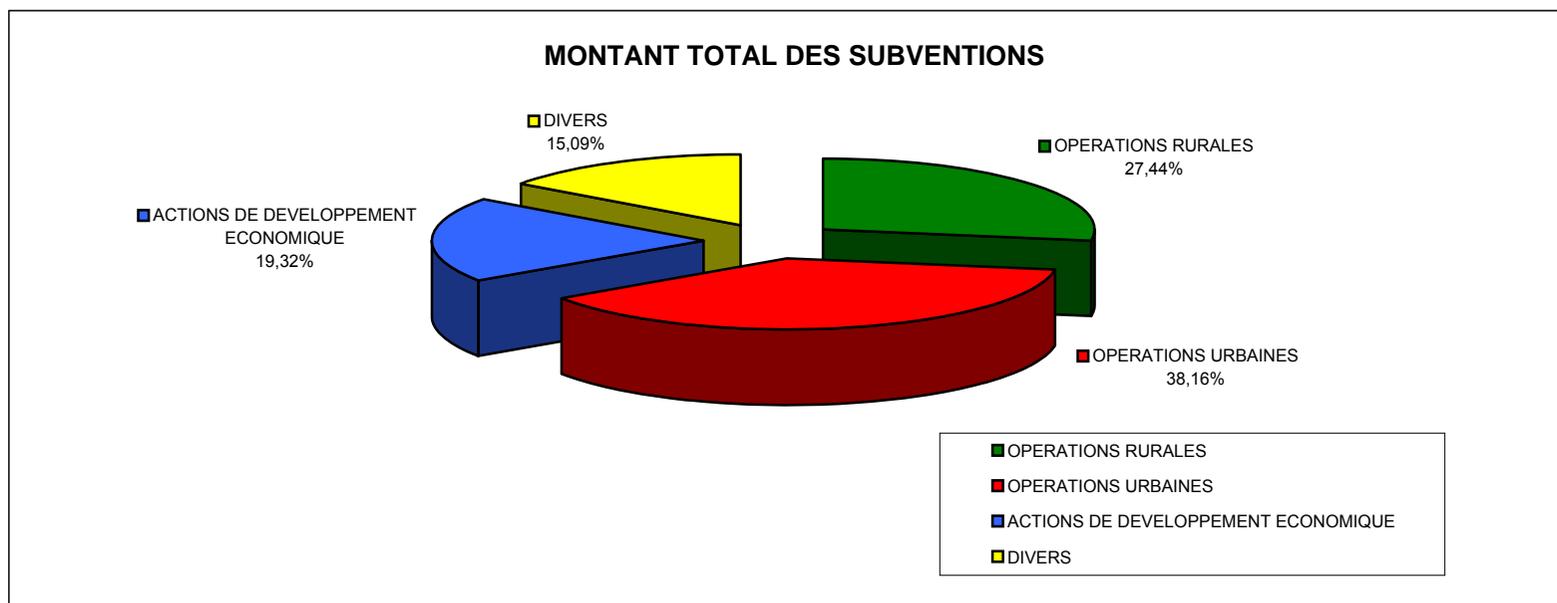
**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC PAR TYPE D'OPERATION**  
**de 1992 à 2010**  
**(nombre de décisions)**

TYPE OPERATION	NOMBRE DE DECISIONS
OPERATIONS RURALES	8 712
OPERATIONS URBAINES	4 124
ACTIONS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	32
DIVERS	1 227
<b>TOTAL</b>	<b>14 095</b>



**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC PAR TYPE D'OPERATION**  
**de 1992 à 2010**  
**(en euros)**

TYPE OPERATION	MONTANT TOTAL DES SUBVENTIONS
OPERATIONS RURALES	323 154 566
OPERATIONS URBAINES	449 346 924
ACTIONS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	227 462 244
DIVERS	177 676 727
<b>TOTAL</b>	<b>1 177 640 461</b>



**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS  
PAR TYPE D'OPERATION DETAILLE  
de 1992 à 2010**

TYPE D'OPERATION	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE
<b>Opérations exclusivement rurales jusqu'en 2002</b>	103 640 567	26 752 369	76 888 198	3 987
<b>Opérations exclusivement rurales à partir de 2003</b>				
OPERATIONS RURALES INDIVIDUELLES	118 095 785	0	118 095 785	3 512
OPERATIONS COLLECTIVES DE MODERNISATION EN MILIEU RURAL	71 369 759	20 115 580	51 254 179	456
OPERATIONS D'AMENAGEMENT DANS LES COMMUNES RURALES	16 841 085	153 135	16 687 950	361
HALLES ET MARCHES	4 160 639	47 100	4 113 539	87
<b>Opérations exclusivement urbaines jusqu'en 2002</b>	209 545 980	82 710 721	126 835 259	2 364
<b>Opérations exclusivement urbaines à partir de 2003</b>				
OPERATIONS URBAINES	203 444 274	61 302 727	142 141 547	1 353
dont AIDE AUX QUARTIERS EN DIFFICULTE	11 092 034	2 544 707	8 547 327	52
HALLES ET MARCHES	25 608 429	2 019 677	23 588 752	224
<b>Opérations rurales ou urbaines jusqu'en 2002</b>				
EQUIPEMENTS COLLECTIFS	7 713 604	1 197 200	6 516 404	149
HALLES ET MARCHÉ(1)	17 081 313	1 142 570	15 938 743	343
<b>Actions de développement économique</b>	227 462 244	227 462 244	0	32
<b>Divers jusqu'en 2002</b>	54 341 887	26 958 102	27 383 785	465
<b>Divers à partir de 2003</b>				
ACTIONS SPECIFIQUES COLLECTIVES NATIONALES	79 167 393	79 167 393	0	40
AIDE AUX COMMERCANTS ET ARTISANS SINISTRES	28 934 688	28 934 688	0	56
BIENS CULTURELS	4 197 876	290 670	3 907 206	181
ETUDES	5 855 538	5 792 758	62 780	484
ETUDE D'EVALUATION DES OPERATIONS FISAC	179 400	179 400	0	1
<b>TOTAL</b>	<b>1 177 640 461</b>	<b>564 226 334</b>	<b>613 414 127</b>	<b>14 095</b>

(1) Opération classée sous une rubrique distincte (HM) de 1992 à 1999 puis enregistrée en opération rurale ou en opération urbaine à partir du 21,06,1999.

**Présentation**  
par  
région

**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR REGION**  
**TOUS TYPES D'OPERATION\***  
**de 1992 à 2010**  
**(classement alphabétique)**

REGION	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
ALSACE	13 229 382	3 285 691	9 943 691	272	1 734 145	7,63
AQUITAINE	72 443 237	18 922 704	53 520 533	1 170	2 908 359	24,91
AUVERGNE	23 132 149	7 853 384	15 278 765	534	1 308 878	17,67
BASSE-NORMANDIE	24 157 094	3 915 297	20 241 797	561	1 422 193	16,99
BOURGOGNE	18 603 536	3 508 735	15 094 801	535	1 610 067	11,55
BRETAGNE	66 230 529	18 011 932	48 218 597	1 060	2 906 197	22,79
CENTRE	50 367 172	12 531 368	37 835 804	744	2 440 329	20,64
CHAMPAGNE-ARDENNE	28 731 302	9 247 412	19 483 890	333	1 342 363	21,40
CORSE	2 093 222	1 305 662	787 560	26	260 196	8,04
FRANCHE-COMTE	25 100 682	6 433 760	18 666 922	643	1 117 059	22,47
GUADELOUPE	221 115	96 137	124 978	6	422 496	0,52
GUYANE	721 635	113 553	608 082	7	157 300	4,59
HAUTE-NORMANDIE	23 042 260	4 492 476	18 549 784	393	1 780 192	12,94
ILE-DE-FRANCE	68 141 541	13 836 680	54 304 861	853	10 952 011	6,22
LANGUEDOC-ROUSSILLON	37 418 246	5 996 657	31 421 589	478	2 295 648	16,30
LIMOUSIN	23 533 949	5 231 141	18 302 808	447	710 939	33,10
LORRAINE	28 729 432	8 199 240	20 530 192	336	2 310 376	12,43
MARTINIQUE	2 756 476	1 264 194	1 492 282	30	381 427	7,23
MIDI-PYRENEES	30 903 363	8 954 365	21 948 998	701	2 551 687	12,11
NORD-PAS-DE-CALAIS	29 321 885	10 366 825	18 955 060	582	3 996 588	7,34
PAYS-DE-LA-LOIRE	32 323 148	5 933 367	26 389 781	700	3 222 061	10,03
PICARDIE	10 397 853	2 348 395	8 049 458	238	1 857 481	5,60
POITOU-CHARENTES	41 978 221	6 176 117	35 802 104	1 002	1 640 068	25,60
PROVENCE-ALPES-COTE-D'AZUR	39 283 141	15 379 626	23 903 515	497	4 506 151	8,72
REUNION	2 147 386	715 926	1 431 460	17	705 100	3,05
RHONE-ALPES	113 878 216	35 210 374	78 667 842	1 733	5 645 407	20,17
<b>TOTAL</b>	<b>808 886 172</b>	<b>209 331 018</b>	<b>599 555 154</b>	<b>13 898</b>		

(\*) Hors dotations Epareca et Actions de développement économique, Dom et Opérations spécifiques nationales

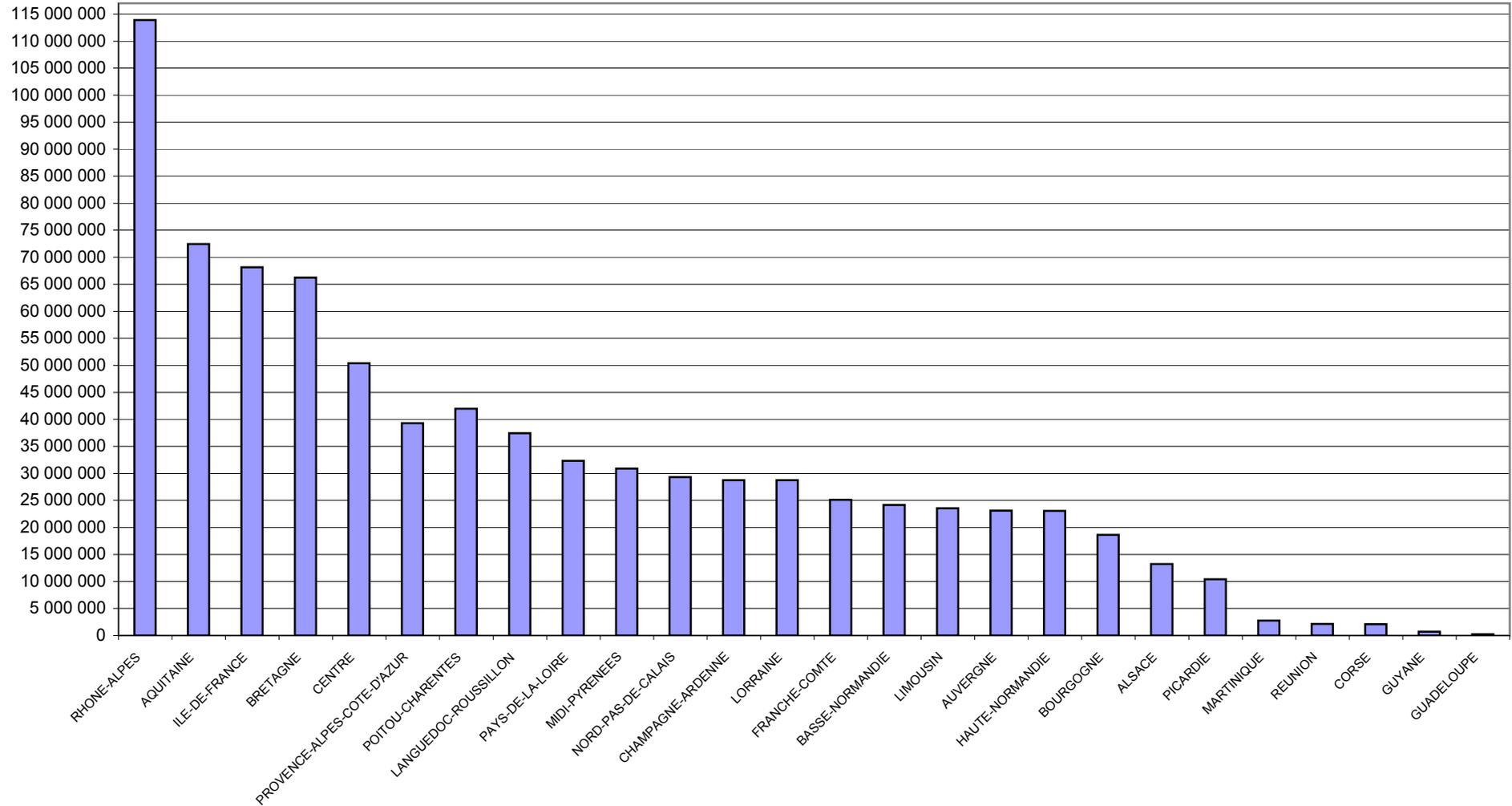
**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR REGION**  
**TOUS TYPES D'OPERATION\***  
**de 1992 à 2010**  
**(classement par montant de subvention)**

REGION	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
RHONE-ALPES	113 878 216	35 210 374	78 667 842	1 733	5 645 407	20,17
AQUITAINE	72 443 237	18 922 704	53 520 533	1 170	2 908 359	24,91
ILE-DE-FRANCE	68 141 541	13 836 680	54 304 861	853	10 952 011	6,22
BRETAGNE	66 230 529	18 011 932	48 218 597	1 060	2 906 197	22,79
CENTRE	50 367 172	12 531 368	37 835 804	744	2 440 329	20,64
PROVENCE-ALPES-COTE- D'AZUR	39 283 141	15 379 626	23 903 515	497	4 506 151	8,72
POITOU-CHARENTES	41 978 221	6 176 117	35 802 104	1 002	1 640 068	25,60
LANGUEDOC-ROUSSILLON	37 418 246	5 996 657	31 421 589	478	2 295 648	16,30
PAYS-DE-LA-LOIRE	32 323 148	5 933 367	26 389 781	700	3 222 061	10,03
MIDI-PYRENEES	30 903 363	8 954 365	21 948 998	701	2 551 687	12,11
NORD-PAS-DE-CALAIS	29 321 885	10 366 825	18 955 060	582	3 996 588	7,34
CHAMPAGNE-ARDENNE	28 731 302	9 247 412	19 483 890	333	1 342 363	21,40
LORRAINE	28 729 432	8 199 240	20 530 192	336	2 310 376	12,43
FRANCHE-COMTE	25 100 682	6 433 760	18 666 922	643	1 117 059	22,47
BASSE-NORMANDIE	24 157 094	3 915 297	20 241 797	561	1 422 193	16,99
LIMOUSIN	23 533 949	5 231 141	18 302 808	447	710 939	33,10
AUVERGNE	23 132 149	7 853 384	15 278 765	534	1 308 878	17,67
HAUTE-NORMANDIE	23 042 260	4 492 476	18 549 784	393	1 780 192	12,94
BOURGOGNE	18 603 536	3 508 735	15 094 801	535	1 610 067	11,55
ALSACE	13 229 382	3 285 691	9 943 691	272	1 734 145	7,63
PICARDIE	10 397 853	2 348 395	8 049 458	238	1 857 481	5,60
MARTINIQUE	2 756 476	1 264 194	1 492 282	30	381 427	7,23
REUNION	2 147 386	715 926	1 431 460	17	705 100	3,05
CORSE	2 093 222	1 305 662	787 560	26	260 196	8,04
GUYANE	721 635	113 553	608 082	7	157 300	4,59
GUADELOUPE	221 115	96 137	124 978	6	422 496	0,52
<b>TOTAL</b>	<b>808 886 172</b>	<b>209 331 018</b>	<b>599 555 154</b>	<b>13 898</b>		

(\* ) Hors dotations Epareca et Actions de développement économique, Dom et Opérations spécifiques nationales

**Montant cumulé des subventions FISAC  
par région de 1992 à 2010  
(en euros)**

en €



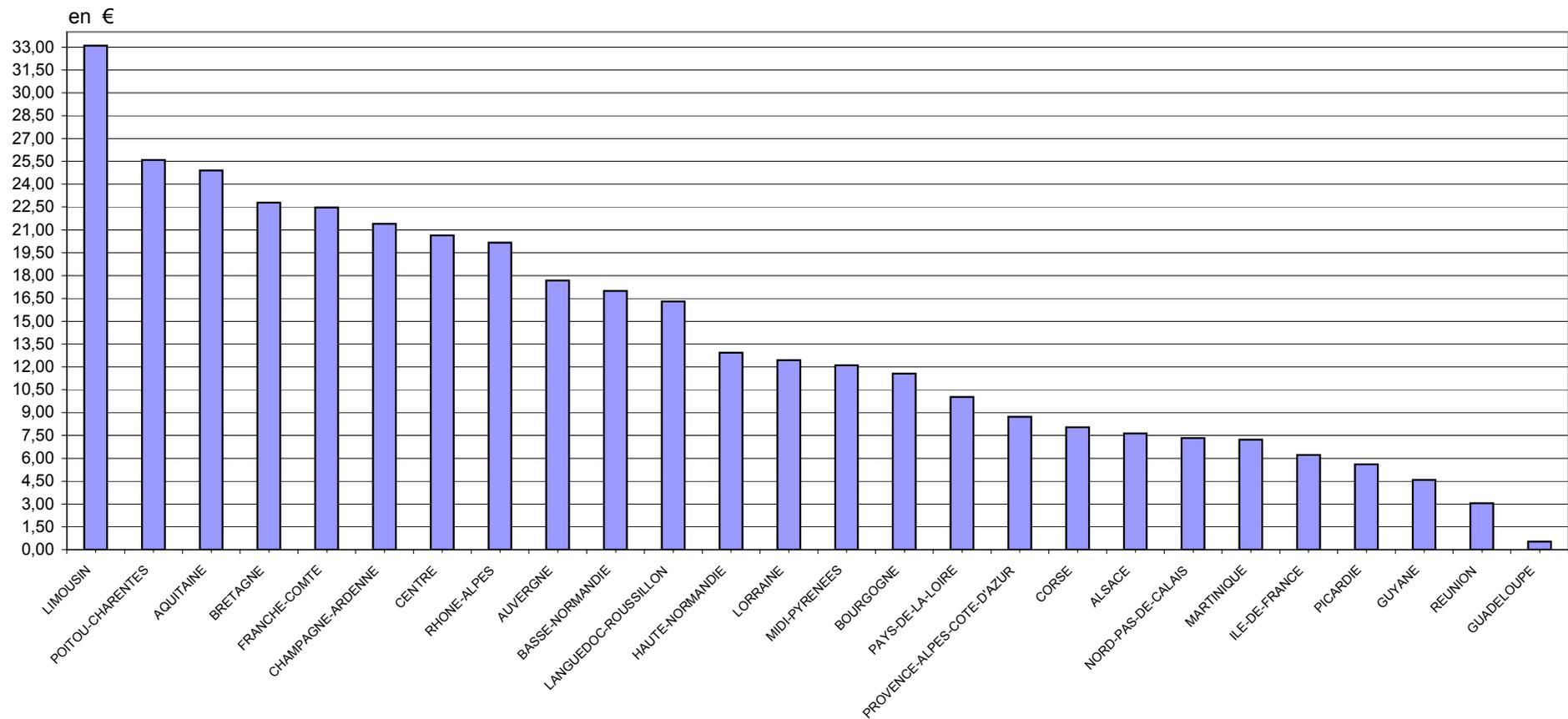
**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR REGION**  
**TOUS TYPES D'OPERATION\***  
**de 1992 à 2010**

(classement en fonction du montant de subvention par habitant)

REGION	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
LIMOUSIN	23 533 949	5 231 141	18 302 808	447	710 939	33,10
POITOU-CHARENTES	41 978 221	6 176 117	35 802 104	1 002	1 640 068	25,60
AQUITAINE	72 443 237	18 922 704	53 520 533	1 170	2 908 359	24,91
BRETAGNE	66 230 529	18 011 932	48 218 597	1 060	2 906 197	22,79
FRANCHE-COMTE	25 100 682	6 433 760	18 666 922	643	1 117 059	22,47
CHAMPAGNE-ARDENNE	28 731 302	9 247 412	19 483 890	333	1 342 363	21,40
CENTRE	50 367 172	12 531 368	37 835 804	744	2 440 329	20,64
RHONE-ALPES	113 878 216	35 210 374	78 667 842	1 733	5 645 407	20,17
AUVERGNE	23 132 149	7 853 384	15 278 765	534	1 308 878	17,67
BASSE-NORMANDIE	24 157 094	3 915 297	20 241 797	561	1 422 193	16,99
LANGUEDOC-ROUSSILLON	37 418 246	5 996 657	31 421 589	478	2 295 648	16,30
HAUTE-NORMANDIE	23 042 260	4 492 476	18 549 784	393	1 780 192	12,94
LORRAINE	28 729 432	8 199 240	20 530 192	336	2 310 376	12,43
MIDI-PYRENEES	30 903 363	8 954 365	21 948 998	701	2 551 687	12,11
BOURGOGNE	18 603 536	3 508 735	15 094 801	535	1 610 067	11,55
PAYS-DE-LA-LOIRE	32 323 148	5 933 367	26 389 781	700	3 222 061	10,03
PROVENCE-ALPES-COTE- D'AZUR	39 283 141	15 379 626	23 903 515	497	4 506 151	8,72
CORSE	2 093 222	1 305 662	787 560	26	260 196	8,04
ALSACE	13 229 382	3 285 691	9 943 691	272	1 734 145	7,63
NORD-PAS-DE-CALAIS	29 321 885	10 366 825	18 955 060	582	3 996 588	7,34
MARTINIQUE	2 756 476	1 264 194	1 492 282	30	381 427	7,23
ILE-DE-FRANCE	68 141 541	13 836 680	54 304 861	853	10 952 011	6,22
PICARDIE	10 397 853	2 348 395	8 049 458	238	1 857 481	5,60
GUYANE	721 635	113 553	608 082	7	157 300	4,59
REUNION	2 147 386	715 926	1 431 460	17	705 100	3,05
GUADELOUPE	221 115	96 137	124 978	6	422 496	0,52
<b>TOTAL</b>	<b>808 886 172</b>	<b>209 331 018</b>	<b>599 555 154</b>	<b>13 898</b>		

(\*) Hors dotations Epareca et Actions de développement économique, Dom et Opérations spécifiques nationales

**Subventions FISAC  
par région de 1992 à 2010  
(montant par habitant)**



**Présentation  
par  
département**

**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT**  
**TOUS TYPES D'OPERATION\***  
**de 1992 à 2010**  
**(classement alphabétique)**

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
AIN	01	13 330 471	2 338 193	10 992 278	318	515 270	25,87
AISNE	02	4 730 370	985 844	3 744 526	90	535 842	8,83
ALLIER	03	4 460 358	846 411	3 613 947	74	344 721	12,94
ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE	04	1 634 009	583 790	1 050 219	53	139 561	11,71
HAUTES-ALPES	05	2 674 307	1 075 910	1 598 397	55	121 419	22,03
ALPES-MARITIMES	06	7 188 060	3 026 306	4 161 754	79	1 011 326	7,11
ARDECHE	07	15 771 310	3 420 312	12 350 998	300	286 023	55,14
ARDENNES	08	7 142 596	2 302 858	4 839 738	90	290 130	24,62
ARIEGE	09	4 667 234	1 915 735	2 751 499	71	137 205	34,02
AUBE	10	4 310 171	1 560 044	2 750 127	56	292 131	14,75
AUDE	11	3 838 771	918 537	2 920 234	92	309 770	12,39
AVEYRON	12	5 906 226	1 187 549	4 718 677	139	263 808	22,39
BOUCHES-DU-RHONE	13	10 633 679	4 752 362	5 881 317	112	1 835 719	5,79
CALVADOS	14	9 751 000	1 796 932	7 954 068	169	648 385	15,04
CANTAL	15	2 992 981	618 444	2 374 537	146	150 778	19,85
CHARENTE	16	9 019 247	1 522 875	7 496 372	223	339 628	26,56
CHARENTE-MARITIME	17	16 461 911	2 159 412	14 302 499	353	557 024	29,55
CHER	18	4 805 234	962 803	3 842 431	79	314 428	15,28
CORREZE	19	8 546 432	1 869 862	6 676 570	166	232 576	36,75
CORSE-DU-SUD	2A	423 302	423 302	0	6	118 593	3,57
HAUTE-CORSE	2B	1 669 919	882 359	787 560	20	141 603	11,79
COTE-D'OR	21	6 934 580	1 602 307	5 332 273	149	506 755	13,68
COTES-D'ARMOR	22	9 952 762	2 631 368	7 321 394	198	542 373	18,35
CREUSE	23	7 178 578	1 544 377	5 634 201	126	124 470	57,67
DORDOGNE	24	13 059 590	2 343 990	10 715 600	285	388 293	33,63
DOUBS	25	9 433 297	1 957 275	7 476 022	257	499 062	18,90
DROME	26	17 254 715	7 399 212	9 855 503	237	437 778	39,41
EURE	27	8 418 748	1 137 511	7 281 237	143	541 054	15,56
EURE-ET-LOIR	28	6 925 661	2 056 552	4 869 109	102	407 665	16,99
FINISTERE	29	19 677 760	5 852 647	13 825 113	275	852 418	23,08

**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT**  
**TOUS TYPES D'OPERATION\***  
**de 1992 à 2010**  
**(classement alphabétique)**

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
GARD	30	7 763 725	2 399 127	5 364 598	108	623 125	12,46
HAUTE-GARONNE	31	4 155 743	1 504 478	2 651 265	91	1 046 338	3,97
GERS	32	3 355 549	1 740 382	1 615 167	62	172 335	19,47
GIRONDE	33	20 765 763	6 009 555	14 756 208	266	1 287 334	16,13
HERAULT	34	7 459 422	913 489	6 545 933	126	896 441	8,32
ILLE-ET-VILAINE	35	19 938 089	4 822 687	15 115 402	313	867 533	22,98
INDRE	36	6 671 759	1 442 656	5 229 103	118	231 139	28,86
INDRE-ET-LOIRE	37	12 362 600	3 084 248	9 278 352	170	554 003	22,32
ISERE	38	15 643 572	5 877 798	9 765 774	253	1 094 006	14,30
JURA	39	7 924 544	1 667 906	6 256 638	174	250 857	31,59
LANDES	40	13 157 794	4 321 762	8 836 032	222	327 334	40,20
LOIR-ET-CHER	41	8 823 069	1 809 961	7 013 108	149	314 968	28,01
LOIRE	42	14 155 998	4 780 928	9 375 070	164	728 524	19,43
HAUTE-LOIRE	43	5 794 994	1 261 986	4 533 008	167	209 113	27,71
LOIRE-ATLANTIQUE	44	7 991 477	1 727 330	6 264 147	125	1 134 266	7,05
LOIRET	45	10 285 479	2 714 529	7 570 950	118	618 126	16,64
LOT	46	3 490 372	310 998	3 179 374	82	160 197	21,79
LOT-ET-GARONNE	47	9 191 693	2 242 977	6 948 716	163	305 380	30,10
LOZERE	48	1 355 810	377 720	978 090	33	73 509	18,44
MAINE-ET-LOIRE	49	7 495 343	1 476 279	6 019 064	175	732 942	10,23
MANCHE	50	5 874 278	673 856	5 200 422	154	481 471	12,20
MARNE	51	14 252 496	7 386 327	6 866 169	108	565 229	25,22
HAUTE-MARNE	52	6 426 039	1 598 183	4 827 856	79	194 873	32,98
MAYENNE	53	3 985 475	561 268	3 424 207	110	285 338	13,97
MEURTHE-ET-MOSELLE	54	9 508 224	3 496 504	6 011 720	109	713 779	13,32
MEUSE	55	4 500 355	896 228	3 604 127	70	192 198	23,42
MORBIHAN	56	15 738 681	3 783 966	11 954 715	271	643 873	24,44
MOSELLE	57	9 529 419	2 763 257	6 766 162	95	1 023 447	9,31
NIEVRE	58	3 368 189	689 854	2 678 335	102	225 198	14,96
NORD	59	13 296 815	5 467 676	7 829 139	217	2 555 020	5,20
OISE	60	3 987 329	951 303	3 036 026	99	766 441	5,20

**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT**  
**TOUS TYPES D'OPERATION\***  
**de 1992 à 2010**  
**(classement alphabétique)**

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
ORNE	61	7 972 732	1 078 632	6 894 100	235	292 337	27,27
PAS-DE-CALAIS	62	15 975 069	4 899 149	11 075 920	365	1 441 568	11,08
PUY-DE-DOME	63	6 285 958	2 283 040	4 002 918	127	604 266	10,40
PYRENEES-ATLANTIQUES	64	16 185 628	3 921 651	12 263 977	209	600 018	26,98
HAUTES-PYRENEES	65	3 105 931	615 485	2 490 446	53	222 368	13,97
PYRENEES-ORIENTALES	66	4 693 286	1 087 870	3 605 416	112	392 803	11,95
BAS-RHIN	67	7 516 076	2 368 194	5 147 882	148	1 026 120	7,32
HAUT-RHIN	68	5 683 056	887 247	4 795 809	122	708 025	8,03
RHONE	69	16 106 192	5 764 107	10 342 085	222	1 578 869	10,20
HAUTE-SAONE	70	6 759 132	1 794 626	4 964 506	178	229 732	29,42
SAONE-ET-LOIRE	71	4 719 590	757 581	3 962 009	148	544 893	8,66
SARTHE	72	4 795 623	489 149	4 306 474	137	529 851	9,05
SAVOIE	73	10 050 581	2 957 043	7 093 538	107	373 258	26,93
HAUTE-SAVOIE	74	9 750 255	2 657 540	7 092 715	132	631 679	15,44
PARIS	75	1 105 415	450 693	654 722	21	2 125 246	0,52
SEINE-MARITIME	76	14 623 512	3 354 965	11 268 547	250	1 239 138	11,80
SEINE-ET-MARNE	77	11 653 816	2 116 265	9 537 551	195	1 193 767	9,76
YVELINES	78	10 448 250	2 101 338	8 346 912	128	1 354 304	7,71
DEUX-SEVRES	79	8 282 991	1 432 170	6 850 821	182	344 392	24,05
SOMME	80	1 680 155	411 248	1 268 907	49	555 551	555 551
TARN	81	4 157 660	1 056 243	3 101 417	128	343 402	12,11
TARN-ET-GARONNE	82	1 989 948	548 795	1 441 153	66	206 034	9,66
VAR	83	10 287 220	3 675 988	6 611 232	119	898 441	11,45
VAUCLUSE	84	6 775 027	2 174 334	4 600 693	78	499 685	13,56
VENDEE	85	7 870 212	1 494 323	6 375 889	148	539 664	14,58
VIENNE	86	7 977 612	977 849	6 999 763	242	399 024	19,99
HAUTE-VIENNE	87	7 478 215	1 476 178	6 002 037	153	353 893	21,13
VOSGES	88	5 037 696	889 431	4 148 265	60	380 952	13,22
YONNE	89	4 647 139	791 064	3 856 075	135	333 221	13,95
TERRITOIRE-DE-BELFORT	90	1 733 556	763 938	969 618	31	137 408	12,62
ESSONNE	91	8 785 592	1 249 743	7 535 849	118	1 134 238	7,75

**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT**  
**TOUS TYPES D'OPERATION\***  
**de 1992 à 2010**  
**(classement alphabétique)**

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
HAUTS-DE-SEINE	92	10 575 917	3 295 392	7 280 525	85	1 428 881	7,40
SEINE-SAINT-DENIS	93	7 581 536	1 163 187	6 418 349	91	1 382 861	5,48
VAL-DE-MARNE	94	7 761 349	1 359 810	6 401 539	68	1 227 250	6,32
VAL-D'OISE	95	10 073 907	1 944 373	8 129 534	143	1 105 464	9,11
GUADELOUPE	971	221 115	96 137	124 978	6	422 496	0,52
MARTINIQUE	972	2 799 632	1 264 194	1 535 438	31	381 427	7,34
GUYANE	973	721 635	113 553	608 082	7	157 213	4,59
REUNION	974	2 222 886	756 976	1 465 910	18	706 300	3,15
<b>TOTAL</b>		<b>793 134 476</b>	<b>206 949 798</b>	<b>586 184 678</b>	<b>13 803</b>		

(\*) Hors dotations Epareca et Actions de développement économique, Dom et Opérations spécifiques nationales

**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT**  
**TOUS TYPES D'OPERATION\***  
**de 1992 à 2010**  
**(classement par montant de subvention)**

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
GIRONDE	33	20 765 763	6 009 555	14 756 208	266	1 287 334	16,13
ILLE-ET-VILAINE	35	19 938 089	4 822 687	15 115 402	313	867 533	22,98
FINISTERE	29	19 677 760	5 852 647	13 825 113	275	852 418	23,08
DROME	26	17 254 715	7 399 212	9 855 503	237	437 778	39,41
CHARENTE-MARITIME	17	16 461 911	2 159 412	14 302 499	353	557 024	29,55
PYRENEES-ATLANTIQUES	64	16 185 628	3 921 651	12 263 977	209	600 018	26,98
RHONE	69	16 106 192	5 764 107	10 342 085	222	1 578 869	10,20
PAS-DE-CALAIS	62	15 975 069	4 899 149	11 075 920	365	1 441 568	11,08
ARDECHE	07	15 771 310	3 420 312	12 350 998	300	286 023	55,14
MORBIHAN	56	15 738 681	3 783 966	11 954 715	271	643 873	24,44
ISERE	38	15 643 572	5 877 798	9 765 774	253	1 094 006	14,30
SEINE-MARITIME	76	14 623 512	3 354 965	11 268 547	250	1 239 138	11,80
MARNE	51	14 252 496	7 386 327	6 866 169	108	565 229	25,22
LOIRE	42	14 155 998	4 780 928	9 375 070	164	728 524	19,43
AIN	01	13 330 471	2 338 193	10 992 278	318	515 270	25,87
NORD	59	13 296 815	5 467 676	7 829 139	217	2 555 020	5,20
LANDES	40	13 157 794	4 321 762	8 836 032	222	327 334	40,20
DORDOGNE	24	13 059 590	2 343 990	10 715 600	285	388 293	33,63
INDRE-ET-LOIRE	37	12 362 600	3 084 248	9 278 352	170	554 003	22,32
SEINE-ET-MARNE	77	11 653 816	2 116 265	9 537 551	195	1 193 767	9,76
BOUCHES-DU-RHONE	13	10 633 679	4 752 362	5 881 317	112	1 835 719	5,79
HAUTS-DE-SEINE	92	10 575 917	3 295 392	7 280 525	85	1 428 881	7,40
YVELINES	78	10 448 250	2 101 338	8 346 912	128	1 354 304	7,71
VAR	83	10 287 220	3 675 988	6 611 232	119	898 441	11,45
LOIRET	45	10 285 479	2 714 529	7 570 950	118	618 126	16,64
VAL-D'OISE	95	10 073 907	1 944 373	8 129 534	143	1 105 464	9,11
SAVOIE	73	10 050 581	2 957 043	7 093 538	107	373 258	26,93
COTES-D'ARMOR	22	9 952 762	2 631 368	7 321 394	198	542 373	18,35
CALVADOS	14	9 751 000	1 796 932	7 954 068	169	648 385	15,04
HAUTE-SAVOIE	74	9 750 255	2 657 540	7 092 715	132	631 679	15,44
MOSELLE	57	9 529 419	2 763 257	6 766 162	95	1 023 447	9,31

**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT**  
**TOUS TYPES D'OPERATION\***  
**de 1992 à 2010**  
**(classement par montant de subvention)**

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
MEURTHE-ET-MOSELLE	54	9 508 224	3 496 504	6 011 720	109	713 779	13,32
DOUBS	25	9 433 297	1 957 275	7 476 022	257	499 062	18,90
LOT-ET-GARONNE	47	9 191 693	2 242 977	6 948 716	163	305 380	30,10
CHARENTE	16	9 019 247	1 522 875	7 496 372	223	339 628	26,56
LOIR-ET-CHER	41	8 823 069	1 809 961	7 013 108	149	314 968	28,01
ESSONNE	91	8 785 592	1 249 743	7 535 849	118	1 134 238	7,75
CORREZE	19	8 546 432	1 869 862	6 676 570	166	232 576	36,75
EURE	27	8 418 748	1 137 511	7 281 237	143	541 054	15,56
DEUX-SEVRES	79	8 282 991	1 432 170	6 850 821	182	344 392	24,05
LOIRE-ATLANTIQUE	44	7 991 477	1 727 330	6 264 147	125	1 134 266	7,05
VIENNE	86	7 977 612	977 849	6 999 763	242	399 024	19,99
ORNE	61	7 972 732	1 078 632	6 894 100	235	292 337	27,27
JURA	39	7 924 544	1 667 906	6 256 638	174	250 857	31,59
VENDEE	85	7 870 212	1 494 323	6 375 889	148	539 664	14,58
GARD	30	7 763 725	2 399 127	5 364 598	108	623 125	12,46
VAL-DE-MARNE	94	7 761 349	1 359 810	6 401 539	68	1 227 250	6,32
SEINE-SAINT-DENIS	93	7 581 536	1 163 187	6 418 349	91	1 382 861	5,48
BAS-RHIN	67	7 516 076	2 368 194	5 147 882	148	1 026 120	7,32
MAINE-ET-LOIRE	49	7 495 343	1 476 279	6 019 064	175	732 942	10,23
HAUTE-VIENNE	87	7 478 215	1 476 178	6 002 037	153	353 893	21,13
HERAULT	34	7 459 422	913 489	6 545 933	126	896 441	8,32
ALPES-MARITIMES	06	7 188 060	3 026 306	4 161 754	79	1 011 326	7,11
CREUSE	23	7 178 578	1 544 377	5 634 201	126	124 470	57,67
ARDENNES	08	7 142 596	2 302 858	4 839 738	90	290 130	24,62
COTE-D'OR	21	6 934 580	1 602 307	5 332 273	149	506 755	13,68
EURE-ET-LOIR	28	6 925 661	2 056 552	4 869 109	102	407 665	16,99
VAUCLUSE	84	6 775 027	2 174 334	4 600 693	78	499 685	13,56
HAUTE-SAONE	70	6 759 132	1 794 626	4 964 506	178	229 732	29,42
INDRE	36	6 671 759	1 442 656	5 229 103	118	231 139	28,86
HAUTE-MARNE	52	6 426 039	1 598 183	4 827 856	79	194 873	32,98
PUY-DE-DOME	63	6 285 958	2 283 040	4 002 918	127	604 266	10,40

**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT**  
**TOUS TYPES D'OPERATION\***  
**de 1992 à 2010**  
**(classement par montant de subvention)**

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
AVEYRON	12	5 906 226	1 187 549	4 718 677	139	263 808	22,39
MANCHE	50	5 874 278	673 856	5 200 422	154	481 471	12,20
HAUTE-LOIRE	43	5 794 994	1 261 986	4 533 008	167	209 113	27,71
HAUT-RHIN	68	5 683 056	887 247	4 795 809	122	708 025	8,03
VOSGES	88	5 037 696	889 431	4 148 265	60	380 952	13,22
CHER	18	4 805 234	962 803	3 842 431	79	314 428	15,28
SARTHE	72	4 795 623	489 149	4 306 474	137	529 851	9,05
AISNE	02	4 730 370	985 844	3 744 526	90	535 842	8,83
SAONE-ET-LOIRE	71	4 719 590	757 581	3 962 009	148	544 893	8,66
PYRENEES-ORIENTALES	66	4 693 286	1 087 870	3 605 416	112	392 803	11,95
ARIEGE	09	4 667 234	1 915 735	2 751 499	71	137 205	34,02
YONNE	89	4 647 139	791 064	3 856 075	135	333 221	13,95
MEUSE	55	4 500 355	896 228	3 604 127	70	192 198	23,42
ALLIER	03	4 460 358	846 411	3 613 947	74	344 721	12,94
AUBE	10	4 310 171	1 560 044	2 750 127	56	292 131	14,75
TARN	81	4 157 660	1 056 243	3 101 417	128	343 402	12,11
HAUTE-GARONNE	31	4 155 743	1 504 478	2 651 265	91	1 046 338	3,97
OISE	60	3 987 329	951 303	3 036 026	99	766 441	5,20
MAYENNE	53	3 985 475	561 268	3 424 207	110	285 338	13,97
AUDE	11	3 838 771	918 537	2 920 234	92	309 770	12,39
LOT	46	3 490 372	310 998	3 179 374	82	160 197	21,79
NIEVRE	58	3 368 189	689 854	2 678 335	102	225 198	14,96
GERS	32	3 355 549	1 740 382	1 615 167	62	172 335	19,47
HAUTES-PYRENEES	65	3 105 931	615 485	2 490 446	53	222 368	13,97
CANTAL	15	2 992 981	618 444	2 374 537	146	150 778	19,85
MARTINIQUE	972	2 799 632	1 264 194	1 535 438	31	381 427	7,34
HAUTES-ALPES	05	2 674 307	1 075 910	1 598 397	55	121 419	22,03
REUNION	974	2 222 886	756 976	1 465 910	18	706 300	3,15
TARN-ET-GARONNE	82	1 989 948	548 795	1 441 153	66	206 034	9,66
TERRITOIRE-DE-BELFORT	90	1 733 556	763 938	969 618	31	137 408	12,62
SOMME	80	1 680 155	411 248	1 268 907	49	555 551	3,02

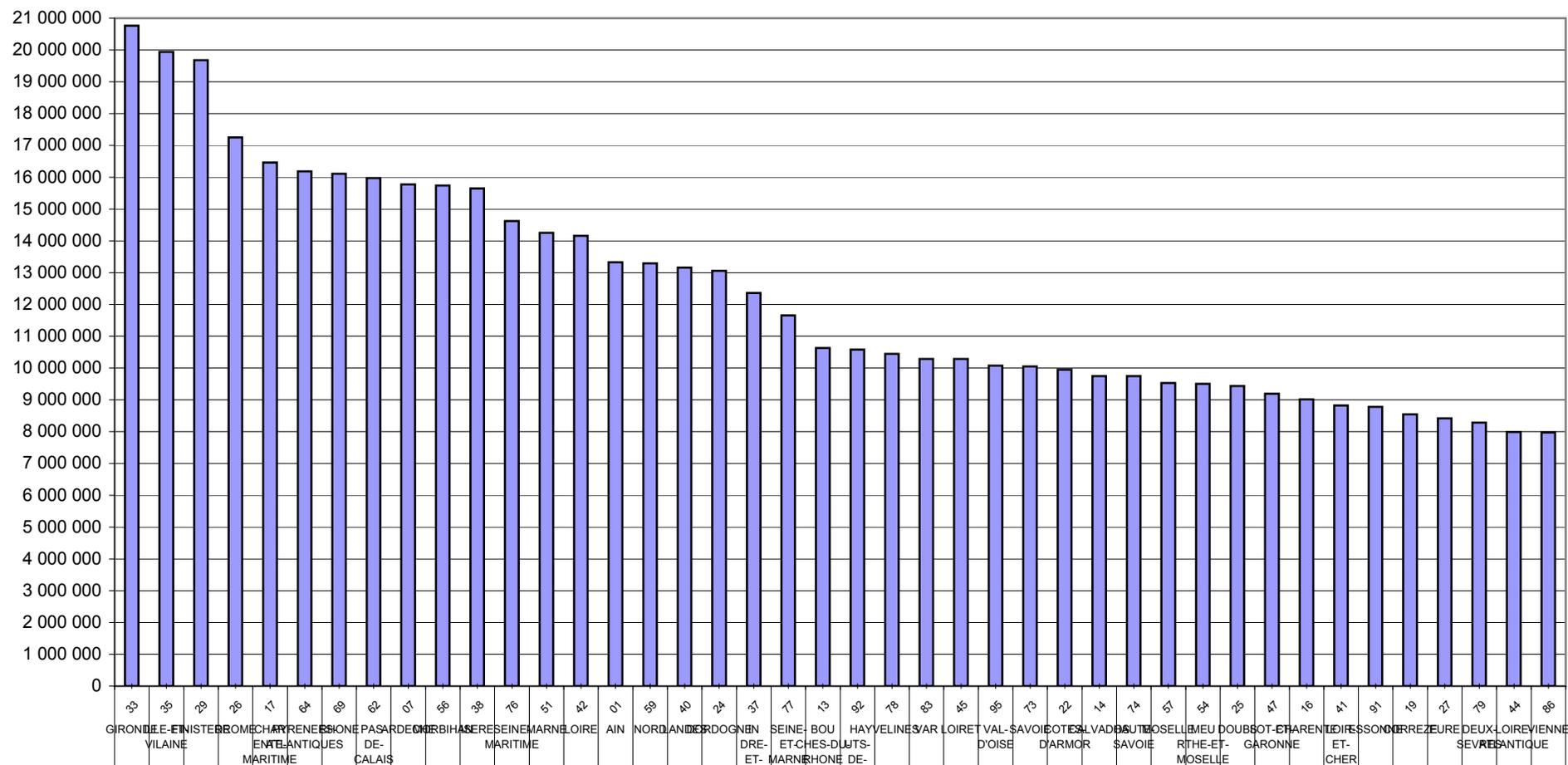
**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT**  
**TOUS TYPES D'OPERATION\***  
**de 1992 à 2010**  
**(classement par montant de subvention)**

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
HAUTE-CORSE	2B	1 669 919	882 359	787 560	20	141 603	11,79
ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE	04	1 634 009	583 790	1 050 219	53	139 561	11,71
LOZERE	48	1 355 810	377 720	978 090	33	73 509	18,44
PARIS	75	1 105 415	450 693	654 722	21	2 125 246	0,52
GUYANE	973	721 635	113 553	608 082	7	157 213	4,59
CORSE-DU-SUD	2A	423 302	423 302	0	6	118 593	3,57
GUADELOUPE	971	221 115	96 137	124 978	6	422 496	0,52
<b>TOTAL</b>		<b>793 134 476</b>	<b>206 949 798</b>	<b>586 184 678</b>	<b>13 803</b>		

(\*) Hors dotations Epareca et Actions de développement économique, Dom et Opérations spécifiques nationales

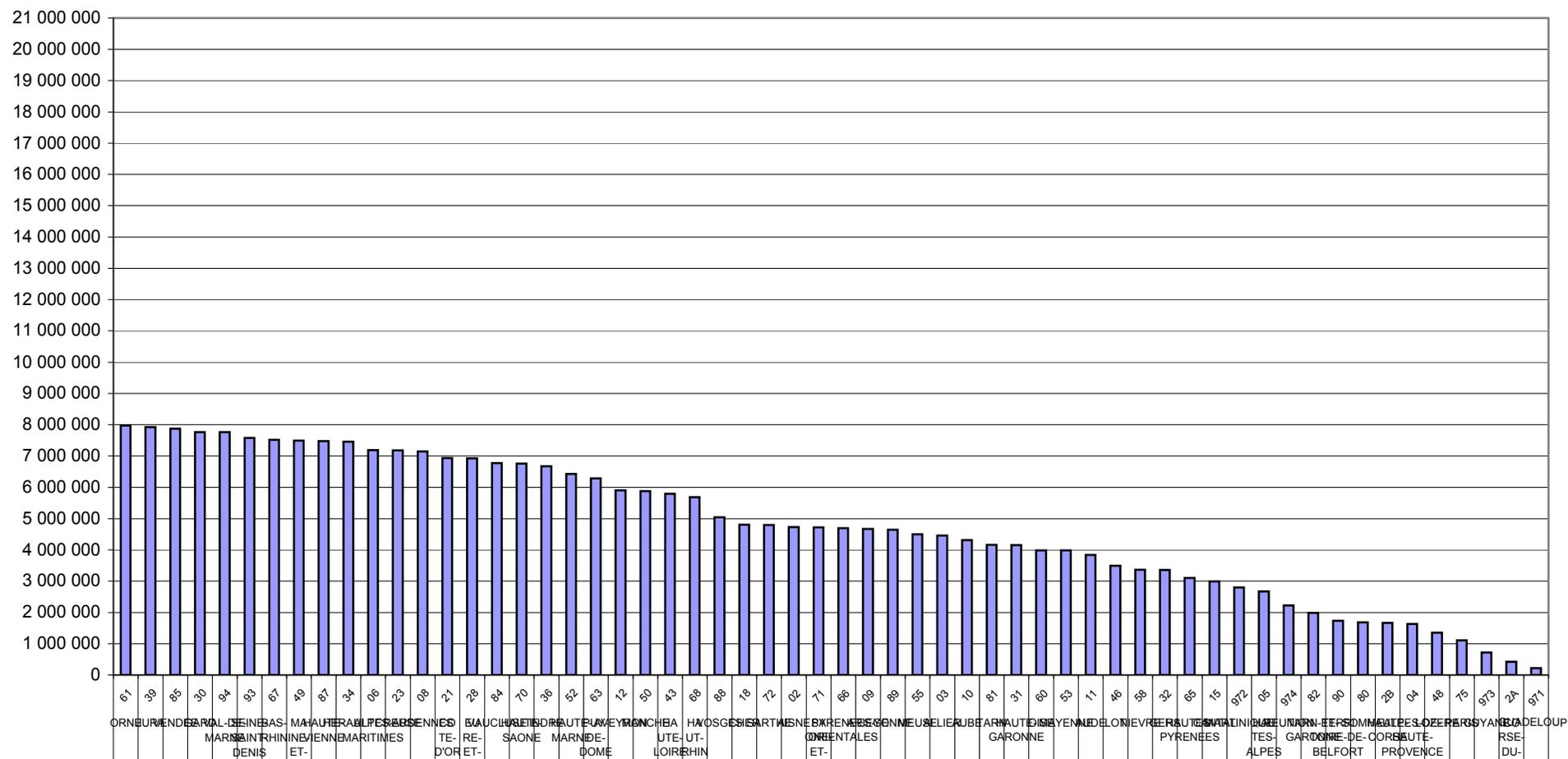
## Montant cumulé des subventions FISAC par département de 1992 à 2010 (en euros)

en €



## Montant cumulé des subventions FISAC par département de 1992 à 2010 (en euros)

en €



**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT**

**TOUS TYPES D'OPERATION\***

**de 1992 à 2010**

**(classement en fonction du montant de subvention par habitant)**

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
CREUSE	23	7 178 578	1 544 377	5 634 201	126	124 470	57,67
ARDECHE	07	15 771 310	3 420 312	12 350 998	300	286 023	55,14
LANDES	40	13 157 794	4 321 762	8 836 032	222	327 334	40,20
DROME	26	17 254 715	7 399 212	9 855 503	237	437 778	39,41
CORREZE	19	8 546 432	1 869 862	6 676 570	166	232 576	36,75
ARIEGE	09	4 667 234	1 915 735	2 751 499	71	137 205	34,02
DORDOGNE	24	13 059 590	2 343 990	10 715 600	285	388 293	33,63
HAUTE-MARNE	52	6 426 039	1 598 183	4 827 856	79	194 873	32,98
JURA	39	7 924 544	1 667 906	6 256 638	174	250 857	31,59
LOT-ET-GARONNE	47	9 191 693	2 242 977	6 948 716	163	305 380	30,10
CHARENTE-MARITIME	17	16 461 911	2 159 412	14 302 499	353	557 024	29,55
HAUTE-SAONE	70	6 759 132	1 794 626	4 964 506	178	229 732	29,42
INDRE	36	6 671 759	1 442 656	5 229 103	118	231 139	28,86
LOIR-ET-CHER	41	8 823 069	1 809 961	7 013 108	149	314 968	28,01
HAUTE-LOIRE	43	5 794 994	1 261 986	4 533 008	167	209 113	27,71
ORNE	61	7 972 732	1 078 632	6 894 100	235	292 337	27,27
PYRENEES-ATLANTIQUES	64	16 185 628	3 921 651	12 263 977	209	600 018	26,98
SAVOIE	73	10 050 581	2 957 043	7 093 538	107	373 258	26,93
CHARENTE	16	9 019 247	1 522 875	7 496 372	223	339 628	26,56
AIN	01	13 330 471	2 338 193	10 992 278	318	515 270	25,87
MARNE	51	14 252 496	7 386 327	6 866 169	108	565 229	25,22
ARDENNES	08	7 142 596	2 302 858	4 839 738	90	290 130	24,62
MORBIHAN	56	15 738 681	3 783 966	11 954 715	271	643 873	24,44
DEUX-SEVRES	79	8 282 991	1 432 170	6 850 821	182	344 392	24,05
MEUSE	55	4 500 355	896 228	3 604 127	70	192 198	23,42
FINISTERE	29	19 677 760	5 852 647	13 825 113	275	852 418	23,08
ILLE-ET-VILAINE	35	19 938 089	4 822 687	15 115 402	313	867 533	22,98
AVEYRON	12	5 906 226	1 187 549	4 718 677	139	263 808	22,39
INDRE-ET-LOIRE	37	12 362 600	3 084 248	9 278 352	170	554 003	22,32
HAUTES-ALPES	05	2 674 307	1 075 910	1 598 397	55	121 419	22,03
LOT	46	3 490 372	310 998	3 179 374	82	160 197	21,79
HAUTE-VIENNE	87	7 478 215	1 476 178	6 002 037	153	353 893	21,13

**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT**

**TOUS TYPES D'OPERATION\***

**de 1992 à 2010**

**(classement en fonction du montant de subvention par habitant)**

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
VIENNE	86	7 977 612	977 849	6 999 763	242	399 024	19,99
CANTAL	15	2 992 981	618 444	2 374 537	146	150 778	19,85
GERS	32	3 355 549	1 740 382	1 615 167	62	172 335	19,47
LOIRE	42	14 155 998	4 780 928	9 375 070	164	728 524	19,43
DOUBS	25	9 433 297	1 957 275	7 476 022	257	499 062	18,90
LOZERE	48	1 355 810	377 720	978 090	33	73 509	18,44
COTES-D'ARMOR	22	9 952 762	2 631 368	7 321 394	198	542 373	18,35
EURE-ET-LOIR	28	6 925 661	2 056 552	4 869 109	102	407 665	16,99
LOIRET	45	10 285 479	2 714 529	7 570 950	118	618 126	16,64
GIRONDE	33	20 765 763	6 009 555	14 756 208	266	1 287 334	16,13
EURE	27	8 418 748	1 137 511	7 281 237	143	541 054	15,56
HAUTE-SAVOIE	74	9 750 255	2 657 540	7 092 715	132	631 679	15,44
CHER	18	4 805 234	962 803	3 842 431	79	314 428	15,28
CALVADOS	14	9 751 000	1 796 932	7 954 068	169	648 385	15,04
NIEVRE	58	3 368 189	689 854	2 678 335	102	225 198	14,96
AUBE	10	4 310 171	1 560 044	2 750 127	56	292 131	14,75
VENDEE	85	7 870 212	1 494 323	6 375 889	148	539 664	14,58
ISERE	38	15 643 572	5 877 798	9 765 774	253	1 094 006	14,30
MAYENNE	53	3 985 475	561 268	3 424 207	110	285 338	13,97
HAUTES-PYRENEES	65	3 105 931	615 485	2 490 446	53	222 368	13,97
YONNE	89	4 647 139	791 064	3 856 075	135	333 221	13,95
COTE-D'OR	21	6 934 580	1 602 307	5 332 273	149	506 755	13,68
VAUCLUSE	84	6 775 027	2 174 334	4 600 693	78	499 685	13,56
MEURTHE-ET-MOSELLE	54	9 508 224	3 496 504	6 011 720	109	713 779	13,32
VOSGES	88	5 037 696	889 431	4 148 265	60	380 952	13,22
ALLIER	03	4 460 358	846 411	3 613 947	74	344 721	12,94
TERRITOIRE-DE-BELFORT	90	1 733 556	763 938	969 618	31	137 408	12,62
GARD	30	7 763 725	2 399 127	5 364 598	108	623 125	12,46
AUDE	11	3 838 771	918 537	2 920 234	92	309 770	12,39
MANCHE	50	5 874 278	673 856	5 200 422	154	481 471	12,20
TARN	81	4 157 660	1 056 243	3 101 417	128	343 402	12,11

**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT**

**TOUS TYPES D'OPERATION\***

**de 1992 à 2010**

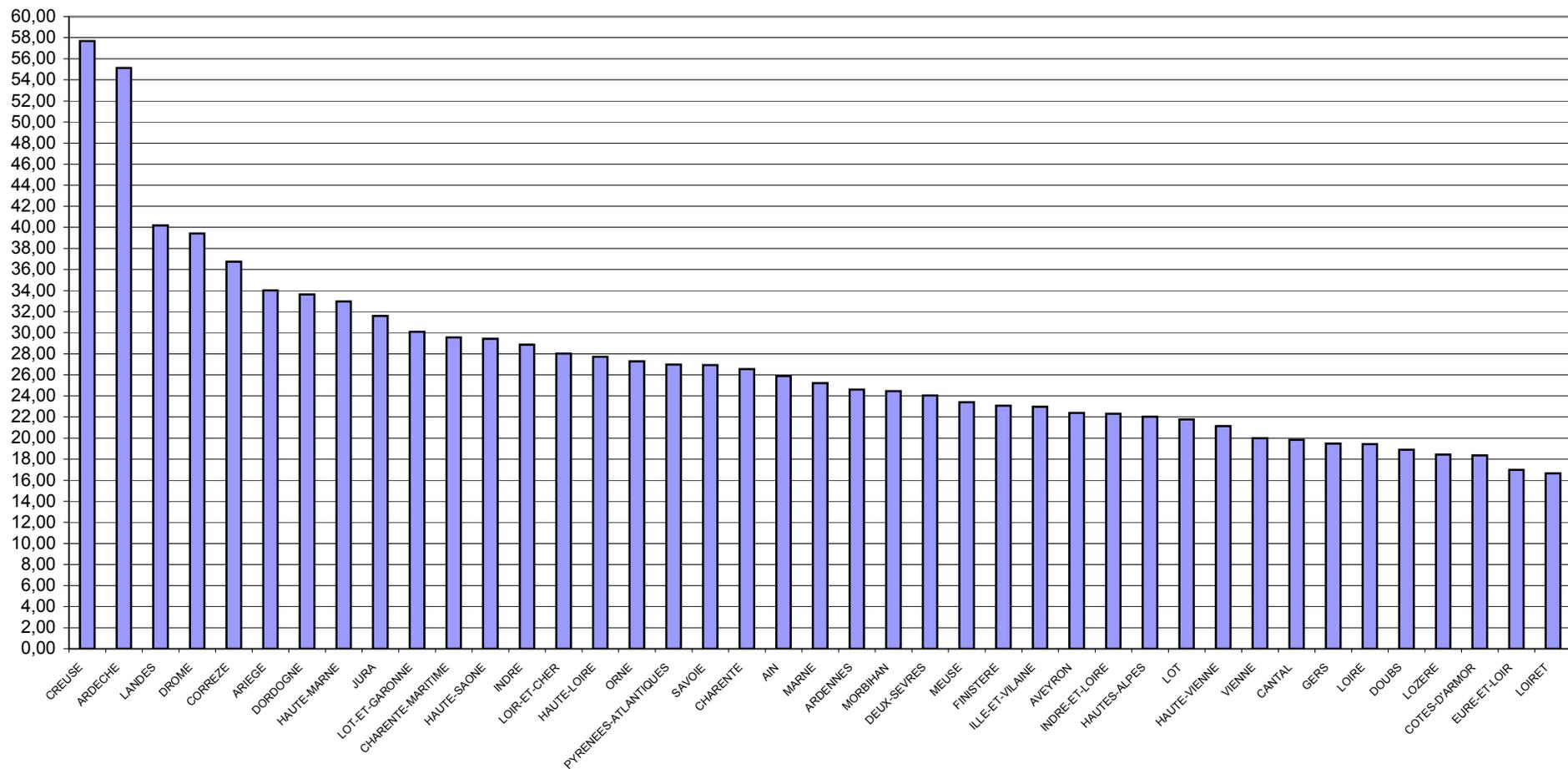
**(classement en fonction du montant de subvention par habitant)**

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
PYRENEES-ORIENTALES	66	4 693 286	1 087 870	3 605 416	112	392 803	11,95
SEINE-MARITIME	76	14 623 512	3 354 965	11 268 547	250	1 239 138	11,80
HAUTE-CORSE	2B	1 669 919	882 359	787 560	20	141 603	11,79
ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE	04	1 634 009	583 790	1 050 219	53	139 561	11,71
VAR	83	10 287 220	3 675 988	6 611 232	119	898 441	11,45
PAS-DE-CALAIS	62	15 975 069	4 899 149	11 075 920	365	1 441 568	11,08
PUY-DE-DOME	63	6 285 958	2 283 040	4 002 918	127	604 266	10,40
MAINE-ET-LOIRE	49	7 495 343	1 476 279	6 019 064	175	732 942	10,23
RHONE	69	16 106 192	5 764 107	10 342 085	222	1 578 869	10,20
SEINE-ET-MARNE	77	11 653 816	2 116 265	9 537 551	195	1 193 767	9,76
TARN-ET-GARONNE	82	1 989 948	548 795	1 441 153	66	206 034	9,66
MOSELLE	57	9 529 419	2 763 257	6 766 162	95	1 023 447	9,31
VAL-D'OISE	95	10 073 907	1 944 373	8 129 534	143	1 105 464	9,11
SARTHE	72	4 795 623	489 149	4 306 474	137	529 851	9,05
AISNE	02	4 730 370	985 844	3 744 526	90	535 842	8,83
SAONE-ET-LOIRE	71	4 719 590	757 581	3 962 009	148	544 893	8,66
HERAULT	34	7 459 422	913 489	6 545 933	126	896 441	8,32
HAUT-RHIN	68	5 683 056	887 247	4 795 809	122	708 025	8,03
ESSONNE	91	8 785 592	1 249 743	7 535 849	118	1 134 238	7,75
YVELINES	78	10 448 250	2 101 338	8 346 912	128	1 354 304	7,71
HAUTS-DE-SEINE	92	10 575 917	3 295 392	7 280 525	85	1 428 881	7,40
MARTINIQUE	972	2 799 632	1 264 194	1 535 438	31	381 427	7,34
BAS-RHIN	67	7 516 076	2 368 194	5 147 882	148	1 026 120	7,32
ALPES-MARITIMES	06	7 188 060	3 026 306	4 161 754	79	1 011 326	7,11
LOIRE-ATLANTIQUE	44	7 991 477	1 727 330	6 264 147	125	1 134 266	7,05
VAL-DE-MARNE	94	7 761 349	1 359 810	6 401 539	68	1 227 250	6,32
BOUCHES-DU-RHONE	13	10 633 679	4 752 362	5 881 317	112	1 835 719	5,79
SEINE-SAINT-DENIS	93	7 581 536	1 163 187	6 418 349	91	1 382 861	5,48
NORD	59	13 296 815	5 467 676	7 829 139	217	2 555 020	5,20
OISE	60	3 987 329	951 303	3 036 026	99	766 441	5,20
GUYANE	973	721 635	113 553	608 082	7	157 213	4,59
HAUTE-GARONNE	31	4 155 743	1 504 478	2 651 265	91	1 046 338	3,97
CORSE-DU-SUD	2A	423 302	423 302	0	6	118 593	3,57
REUNION	974	2 222 886	756 976	1 465 910	18	706 300	3,15
SOMME	80	1 680 155	411 248	1 268 907	49	555 551	3,02
GUADELOUPE	971	221 115	96 137	124 978	6	422 496	0,52
PARIS	75	1 105 415	450 693	654 722	21	2 125 246	0,52
<b>TOTAL</b>		<b>793 134 476</b>	<b>206 949 798</b>	<b>586 184 678</b>	<b>13 803</b>		

(\*) Hors dotations Epareca et Actions de développement économique, Dom et Opérations spécifiques nationales

**Subventions FISAC  
par département de 1992 à 2010  
(montant par habitant)**

en €



## Subvention FISAC par département de 1992 à 2010 (montant par habitant)

en €

